

ECA/MRAG/94/2/TP

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**PREMIERE EVALUATION
DES RELATIONS COMMERCIALES ET FINANCIERES
DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS MEMBRES
DE L'UNION DU MAGHREB ARABE**

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Commission économique pour l'Afrique.

**ADDIS ABEBA
MAI 1994**

SOMMAIRE

	Pages
RESUME	(i-iv)
INTRODUCTION ET TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE	1
OU EN EST L'UNION DU MAGHREB ARABE?	4
PREMIERE PARTIE: LE COMMERCE DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA	
CHAPITRE 1: PRESENTATION DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'ALGERIE	12
CHAPITRE 2: LE COMMERCE BILATERAL DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA	20
CHAPITRE 3: LA COOPERATION AGRICOLE	37
CHAPITRE 4: LA COOPERATION INDUSTRIELLE	45
DEUXIEME PARTIE: LE FINANCEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA	
- L'accord multilatéral de règlements intermaghrébins	49
- Le financement des exportations inter-maghrébines	49
- Assurance du commerce international	51
- Financement et promotion des investissements . . .	52
- Système financier maghrébin et coopération financière	54
ANNEXES	
. Projet de plan de l'étude	55
. Fonctionnement de l'UMA	59
. Echanges extérieurs de l'Algérie par produits . . .	61
. Produits industriels disponibles à l'exportation .	64
. Prix de gros comparés des fruits et légumes . . .	66
. Liste des personnes rencontrées (Mission, Alger, 5-16 février 1994)	69
. Documents obtenus ou consultés	71

11/11/44

TO THE DIRECTOR, FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION

FROM THE SAC, NEW YORK (100-100000)

SUBJECT: ALGER HISS; RUTH HISS; EUGENE WEISS; EDWARD BREMER

RE: NEW YORK TELETYPE TO BUREAU, 11/10/44

1. On 11/10/44, the New York Office received information from a confidential source that the Hiss family had been seen at a certain location.

2. This information was obtained from a confidential source who has provided reliable information in the past.

3. The source stated that the Hiss family was seen at the location on 11/9/44.

4. The source also stated that the Hiss family was seen with a man who was identified as a known associate of the Hiss family.

5. The New York Office is currently conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

6. The source's information is being used to further the investigation.

7. The New York Office is keeping the Bureau advised of the progress of the investigation.

8. The New York Office is also conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

9. The New York Office is currently conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

10. The New York Office is keeping the Bureau advised of the progress of the investigation.

11. The New York Office is also conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

12. The New York Office is currently conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

13. The New York Office is keeping the Bureau advised of the progress of the investigation.

14. The New York Office is also conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

15. The New York Office is currently conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

16. The New York Office is keeping the Bureau advised of the progress of the investigation.

17. The New York Office is also conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

18. The New York Office is currently conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

19. The New York Office is keeping the Bureau advised of the progress of the investigation.

20. The New York Office is also conducting an investigation into the activities of the Hiss family.

RESUME

I. Le présent rapport a été élaboré dans le cadre d'une étude entreprise à la demande du Ministère algérien de l'économie sur les relations commerciales et financières de l'Algérie avec les autres pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Il s'insère dans le cadre de la contribution globale de la CEA aux travaux sur l'intégration économique africaine, en particulier maghrébine. Il a été mis au point suite à la mission menée à Alger du 5 au 16 février 1994.

II. Un planning définitif de l'étude n'a pas été encore retenu mais, à la lumière de l'avancement des travaux et des moyens disponibles, le planning provisoire de l'étude pourrait être le suivant: 1er mois: termes de référence détaillés et première synthèse de l'information; 2-3è mois: première évaluation de la situation et premières propositions; 4-5è mois: évaluation de la situation et premier draft; 6-8è mois: draft de l'étude avec propositions soumises au Ministère de l'économie; 9-10è mois: remise de l'étude. Dans le cadre de ce calendrier, ce rapport présente une évaluation provisoire des relations économiques et financières de l'Algérie avec les pays de l'UMA. Cette évaluation a été possible bien que la CEA n'ait pu encore avoir accès à certains documents et n'ait pu faire tous les déplacements nécessaires.

III. Dans une première étape, le rapport s'intéresse au degré d'avancement de la mise en place de l'UMA. Au cours des dernières années, l'UMA a consacré ses principaux efforts à l'élaboration de textes relatifs à la coopération et l'intégration économiques. Des résultats ont été obtenus et ils ne sont pas négligeables pour peu qu'on sache les utiliser. Cependant, les objectifs fixés à l'UMA sont loin d'être atteints et les échanges économiques maghrébins restent faibles. La plupart des conventions et accords signés ne sont pas concrétisés. L'UMA, malgré ses possibilités quelquefois meilleures, est dans nombre de domaines à l'image des autres communautés régionales mises en place en Afrique. Le rapport, tout en ne sous-estimant pas les facteurs politiques défavorables, estime que les possibilités de la coopération économique devraient être davantage exploitées dans le cadre de la situation politique actuelle et que l'UMA a beaucoup à faire dans le domaine économique.

IV. Pour ce qui est du commerce, le rapport qui fait une présentation rapide du commerce extérieur de l'Algérie ainsi que de son cadre réglementaire global, constate la faiblesse des échanges maghrébins de l'Algérie. L'analyse du commerce bilatéral avec les pays maghrébins porte sur les produits échangés et le cadre réglementaire bilatéral. Les échanges commerciaux maghrébins de l'Algérie sont à peu près équilibrés, mais il se pose un problème de fiabilité des statistiques disponibles qui semblent sous-estimer la part relative de l'Algérie dans le commerce maghrébin (problème de prise en compte du commerce informel, de la contrebande et des services, en particulier du tourisme qui est surtout le fait de touristes algériens). Le pétrole et le gaz ont représenté 86% en 1990, 82% en 1991 et 83% en 1992 des exportations de l'Algérie vers

l'UMA. C'est une situation de quasi mono-exportation. Par contre, les échanges industriels de l'Algérie avec la Tunisie, la Libye et le Maroc accusent un déficit au détriment de l'Algérie. Les échanges agricoles sont actuellement inexistants.

V. Pour élargir leurs échanges commerciaux, les Etats de l'UMA ont signé à Ras Lounouf (Libye) le 11 mars 1991 une convention commerciale et tarifaire. Cette Convention a été ratifiée par tous les Etats de l'UMA (le 21 avril 1992 pour l'Algérie), à l'exception du Maroc et elle n'est pas encore mise en oeuvre. Les éléments essentiels qui la caractérisent sont relatifs au traitement préférentiel, aux règles d'origine et aux règles de protection. Elle prévoit la libéralisation tarifaire des produits originaires des pays de l'UMA devant faire l'objet des échanges intra-maghrébins, les parties à la convention s'engageant à exonérer des droits de douane, impôts et taxes d'effet équivalent les produits d'origine maghrébine. Le traitement préférentiel sera accordé aux produits d'origine maghrébine figurant sur des listes nationales. Cette convention énonce trois critères d'origine applicables aux produits de l'UMA: a) sont originaires d'un pays membre de l'Union les marchandises "entièrément obtenues dans ce pays"; b) les produits industriels dont le pourcentage de la valeur ajoutée dans le pays exportateur n'est pas inférieur à 40% de sa valeur globale ou les produits dont la valeur des matières premières locales ou maghrébines n'est pas inférieure à 60% de la valeur globale des matières premières; c) les autres produits industriels figurant sur les listes fixant les degrés de transformation exigés pour chaque produit. Les deux premiers critères d'origine sont similaires aux règles d'origine qui sont déjà appliquées par l'Algérie. Pour déterminer si la transformation mentionnée en c) peut être considérée comme suffisante, les pays de l'UMA devront s'entendre sur les listes et les degrés de transformation de leurs produits respectifs. La fixation des degrés de transformation requiert que des études sectorielles soient menées pour couvrir les aspects importants de production (niveau des salaires, frais généraux relatifs à la production, systèmes d'aide consenti par l'Etat, niveau technologique des produits fabriqués). Est aussi en cours de préparation un protocole d'application relatif aux règles de protection.

VI. Pour les Etats de l'UMA, en particulier pour l'Algérie, se pose aussi la question de l'application de la Convention sur l'échange des produits agricoles, ratifiée par tous les pays, mais dont l'application a été suspendue par l'Algérie au cours de l'été 1992. Trois conventions concernent directement l'agriculture: la Convention sur l'échange des produits agricoles (7/1990), la Convention phytosanitaire (7/1990), la Convention sur la santé animale (3/1991). La convention sur l'échange des produits agricoles, ratifiée par toutes les parties, prévoit la mise en place progressive d'une union douanière et d'un marché maghrébin commun agricole. Elle prévoit l'exonération de droits de douane et des barrières non-tarifaires pour les produits agricoles locaux, tout en prévoyant la protection contre la concurrence déloyale d'autres pays et les bouleversements des marchés, la mise en place de contrôles sanitaires et aux mesures de sauvegarde. Le paiement est prévu selon les règles des accords de paiement en vigueur. La

liste des produits agricoles libéralisés des obstacles non tarifaires a été établie par la Commission de sécurité alimentaire de l'UMA (octobre 1990): légumes secs, légumes, fruits, semences, plants, viandes rouges, poissons, conserves (tomates et poissons). La mise en oeuvre de ces conventions ne s'est pas encore faite, ce pour des raisons politiques et techniques. Certains responsables algériens estiment que l'Algérie n'est pas prête au libre-échange, que la production locale risque d'être perturbée, que les marocains et tunisiens veulent placer en Algérie des fruits et légumes produits en réalité pour l'Union européenne et qu'ils devraient plutôt adapter leur production aux besoins réels de l'Algérie et du Maghreb.

VII. Qu'en est-il dans ce cadre pour la définition d'une politique plus rationnelle des échanges maghrébins de fruits et légumes ? Sur cette question, le COMAP (Comité maghrébin des agrumes et primeurs) a fait une étude intéressante qui examine deux solutions éventuelles: augmenter les productions hors saison (arrière saison et primeurs); importer pendant des périodes et dans des quotas prédéterminés et instaurer une caisse de compensation maghrébine. Ces solutions méritent l'attention et doivent être accompagnées de la maîtrise des circuits de commercialisation. En tout état de cause, la mise en oeuvre d'une politique agricole commune devrait être une priorité car le Maghreb importe plus de 50% de sa consommation alimentaire et est lésé par l'évolution de la politique agricole de l'Union Européenne.

VIII. Le rapport traite aussi de façon très préliminaire de la coopération industrielle au Maghreb. Le déséquilibre des échanges industriels au détriment de l'Algérie est aggravé par les problèmes économiques actuels de l'Algérie. Une étude réalisée par la CEA en août 1992 sur l'intégration sous-régionale en Afrique du Nord indique quelques spécialisations déjà acquises ou potentielles pour chaque pays. Outre les domaines liés à la pétrochimie, l'Algérie apparaît bien placée ou dominante dans la production du ciment, des carreaux, des blocs, briques et conduits en béton, de zinc. Parmi les pays d'Afrique du Nord, seule l'Algérie paraît en position de produire des quantités significatives de tubes et de produits de première transformation sidérurgique. L'Algérie produit de grandes quantités de bouteilles de gaz comprimé. S'agissant des matériels et machines agricoles, des machines-outils, l'Algérie fabrique la gamme la plus étendue de machines et a commencé à les exporter. Une liste de produits industriels disponibles à l'exportation a été communiquée par les autorités algériennes.

IX. Les grands problèmes financiers se posant aux pays de l'UMA sont bien connus: dette, déficit des finances publiques et des paiements extérieurs, financement et assurance du commerce extérieur, financement des investissements, convertibilité de la monnaie. De façon générale, chaque pays a continué à les affronter séparément. Des relations financières bilatérales et multilatérales se sont développées entre les pays de l'UMA, essentiellement pour la facilitation des paiements intra-maghrébins, mais elles restent limitées. Ces accords multilatéraux sont souvent la mise sous une forme nouvelle d'accords bilatéraux existants. Les principales initiatives de l'UMA au niveau

multilatéral concernant la signature de conventions telles que celles relatives: à l'accord multilatéral de règlement entre les banques centrales (12.12.1991); à la promotion et à la garantie des investissements maghrébins (7/1990); à la non double imposition et à l'instauration de règles de coopération en matière d'impôts sur le revenu (7/1990); à la création de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur entre les Etats de l'UMA (3/1991); au chèque postal maghrébin de voyage (29/6/93). La mise en place de sociétés et banques mixtes ainsi que de sociétés de trading peut être signalée dans ce contexte. Ces conventions ne couvrent pas toutes les préoccupations essentielles de l'heure, ce d'autant plus que leur application reste à faire ou à approfondir.

X. Le financement et l'assurance des exportations maghrébines se font dans de mauvaises conditions. Nombreux sont les exemples de contrats inter-maghrébins perdus en raison de manque de financement. L'Algérie a un système très déficient de financement et d'assurance de ses exportations tandis que la Tunisie et le Maroc l'ont tant bien que mal mis en place, celui-ci ne pouvant rivaliser avec ceux des pays développés.

XI. Il n'y a pas de coordination des politiques financières dans la région, le Maroc et la Tunisie ayant dès les années 1980 mené des politiques d'ajustement structurel et de dévaluation, l'Algérie ne les mettant en oeuvre que depuis 1993. Il en résulte par exemple un marché parallèle des devises et une contrebande de marchandises entre certains pays du Maghreb.

XII. De plus, le problème de la dette extérieure reste un grave problème de la région. Au sein de l'UMA, le débat ne semble pas encore avoir suffisamment porté sur cette question. Les pouvoirs publics et les banques se présentent en rang dispersés face aux institutions de Bretton-Woods, aux crédateurs et banquiers étrangers. L'expérience de chacun et la réflexion commune permettraient de mieux poser les problèmes et de les résoudre. L'inscription à l'ordre du jour de l'UMA de cette question ainsi qu'une coordination accrue de la Commission économique et financière avec le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales permettraient peut-être de progresser dans ce domaine et dans les autres domaines de la coopération financière.

XIII. Le système bancaire algérien, qui semble à cet égard avoir pris un certain retard par rapport aux systèmes bancaires marocain et tunisien, a un effort particulier à faire pour se mettre au niveau des exigences des réformes économiques et du développement. Il doit se moderniser, s'ouvrir vers le Maghreb et s'y implanter.

INTRODUCTION ET TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE

Le présent rapport préliminaire a été élaboré dans le cadre d'une étude entreprise à la demande du Ministère algérien de l'économie sur les relations commerciales et financières de l'Algérie avec les autres pays de l'UMA. Ce travail est mené dans le cadre de la contribution globale de la CEA aux travaux sur l'intégration économique africaine, en particulier maghrébine. Ses objectifs généraux sont précisés dans la lettre du Ministre algérien de l'économie No 216/ME/DC du 14 décembre 1993. Cette lettre prévoyait qu'"une première mission de deux semaines pourrait avoir lieu en février 1994 et aboutirait à la rédaction d'une note préliminaire et du projet de plan de l'étude à mener" et que d'autres missions seraient organisées par la suite.

Le présent rapport fait suite à cette mission qui a été effectivement entreprise à Alger du 5 au 16 février 1994. Au cours de cette mission ont été précisés les termes de référence provisoires de l'étude et ont été collectées de premières informations nécessaires.

Les termes de référence provisoires de l'étude

Les autorités algériennes qui ont rappelé la foi de l'Algérie dans le Maghreb, ont demandé à la CEA de faire une évaluation objective, critique et claire de la coopération de l'Algérie avec les pays maghrébins dans les domaines couverts par l'étude et de faire des propositions concrètes pour son renforcement. Les faiblesses doivent être signalées. Elles ont demandé que soit apprécié l'impact des décisions prises ou à prendre, en particulier en matière de libre-échange. Dans le domaine financier, ont été signalés les problèmes de la mise à niveau et de la cohérence des politiques économiques ainsi que de la coordination des politiques de stabilisation et monétaires, ce pour favoriser un commerce dynamique et loyal permettant d'éviter la continuation des phénomènes de contrebande. Pour le bon déroulement de l'étude, il a été convenu de l'importance de contacts adéquats et de la disponibilité d'une bonne documentation.

Les termes de référence provisoires retenus (voir le détail du plan d'études en annexe) prévoient aussi bien l'analyse du commerce extérieur que celle des relations financières de l'Algérie au sein de l'UMA. Pour ce qui est du commerce, il devra être fait une présentation rapide du commerce extérieur de l'Algérie ainsi que de son cadre réglementaire global. L'analyse du commerce bilatéral avec les pays maghrébins portera sur les produits échangés, le cadre réglementaire bilatéral, le rôle des secteurs public et privé, le commerce informel et la contrebande, les obstacles à l'expansion du commerce (physiques, techniques, réglementaires), le coût et la qualité des produits, le transport, les potentialités non utilisées. En ce qui concerne la Convention commerciale et tarifaire adoptée par l'UMA ainsi que l'éventuelle zone de libre-échange maghrébine, il sera examiné leurs implications sur

l'économie algérienne. Les relations avec l'Union européenne et les accords du GATT seront étudiées du point de vue de leur implication sur l'intégration maghrébine.

Pour ce qui est des relations financières avec le Maghreb, elles seront examinées du point de vue du financement des relations commerciales. Il sera étudié le financement et l'assurance des exportations et importations ainsi que la facilitation des investissements maghrébins. La réglementation des changes, la fixation des taux de change et les accords de paiement seront analysés du point de vue de leur impact sur le commerce.

Les recommandations porteront sur la levée des obstacles à l'expansion du commerce de l'Algérie avec les autres pays de l'UMA, sur les produits dont le commerce est à promouvoir, sur le problème de l'échange des produits agricoles, sur la mise en place d'une zone de libre échange, sur le soutien des efforts des exportateurs algériens à travers l'amélioration du financement des exportations et de leur assurance.

Un planning définitif de l'étude n'a pas été encore fixé mais à la lumière de l'avancement des travaux et des moyens disponibles, le planning provisoire de l'étude pourrait être le suivant: 1er mois: termes de référence détaillés et première synthèse de l'information; 2-3è mois: première évaluation de la situation et premières propositions; 4-5è mois: évaluation de la situation et premier draft; 6-8è mois: draft de l'étude avec propositions soumises au Ministère de l'économie; 9-10è mois: remise de l'étude.

L'évaluation provisoire des relations économiques et financières de l'Algérie avec les pays de l'UMA

Dans le cadre du processus de travail, ce rapport présente une évaluation provisoire des relations économiques et financières de l'Algérie avec les pays de l'UMA. Cette évaluation a été possible malgré le fait que la CEA n'ait pu encore avoir accès à certains documents élaborés par les commissions de l'UMA ou par les ministères concernés, ce en particulier parce qu'elle n'a pu faire tous les déplacements nécessaires. Il a semblé cependant utile de présenter ce travail à la critique des services compétents malgré son caractère incomplet et provisoire.

Après avoir proposé d'abord une réflexion générale intitulée "Où en est l'UMA?", le rapport analyse le commerce extérieur de l'Algérie, en particulier avec les pays de l'UMA. Il examine ensuite le problème si sensible de l'échange des produits agricoles, celui de la coopération industrielle ainsi que celui du financement du commerce extérieur de l'Algérie avec le Maghreb.

Le présent rapport a été élaboré par MM. Mourad LABIDI, Conseiller régional principal, et Balthazar MAPANGO, Economiste à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Ils

n'auraient pas pu effectuer leur travail sans l'appui précieux des hauts responsables et cadres du Ministère de l'économie, du Ministère des affaires étrangères et des autres ministères et organismes contactés. La discussion de ce rapport permettra de progresser dans la réalisation de l'étude.

OU EN EST L'UNION DU MAGHREB ARABE ?

Les interrogations des pays maghrébins et de l'opinion internationale

1. Depuis plusieurs mois et même depuis deux ou trois ans, on s'interroge beaucoup dans les pays maghrébins et dans le monde sur l'état d'avancement de l'Union du Maghreb Arabe. Ses décisions prises en commun sont le plus souvent non appliquées et son Conseil présidentiel se réunit avec difficultés. Les déclarations officielles ou officieuses sont quelquefois discordantes; elles font preuve d'une sérénité de commande, de circonspection ou même d'esprit critique. Les articles de la presse font état de réalisations insuffisantes et de difficultés politiques et techniques. Beaucoup s'accordent à dire que l'expérience a prouvé que les problèmes du Sahara occidental et de l'embargo imposé à la Libye sont des obstacles sérieux à l'édification maghrébine.

2. Le Président tunisien, Ben Ali, alors Président en exercice de l'UMA, déclarait à l'Agence de presse italienne, ANSA, le 30 novembre 1993 que "le processus d'édification de l'UMA se poursuit avec assurance et sérénité, mais sans tapage. En fait, si le processus maghrébin d'édification peut paraître lent aux yeux d'un observateur étranger, c'est uniquement parce que ce processus a dépassé l'étape des professions de foi et des déclarations d'intention...". Mais, en septembre 1993, le Roi Hassan II avait déclaré dans une interview à un journal portugais, reprise par le journal marocain, Le Matin, que l'UMA "faisait la sieste". Le journal marocain, Al Bayane, du 27 Septembre 1993 estimait que l'UMA continuait à marquer le pas et que pour l'intégration maghrébine, "tout était perdu sauf l'espoir" car, ajoutait-il, "les cinq pays membres sont loin, très loin encore, de réunir un ensemble cohérent et en mesure d'assurer sa propre intégration...". Au cours du Conseil ministériel de l'UMA du 3 février 1994, la délégation algérienne avait indiqué que sous sa présidence de l'UMA, elle s'efforcerait de contribuer à l'enrichissement du processus de construction maghrébine, l'appel plus grand à la société civile, l'évaluation des activités de l'UMA, la réalisation plus rapide des projets maghrébins, la meilleure connaissance des entraves objectives à la mise en oeuvre des accords et décisions, l'action renforcée du Secrétariat général de l'UMA. Dans le même sens, au cours d'une interview donnée début février 1994 au journal algérien, El Moudjahid, Mr. S. Dembri, Ministre algérien des affaires étrangères, rappelait l'attachement de l'Algérie au Maghreb ainsi que la nécessité de renforcer et de mobiliser les capacités maghrébines communes dans le cadre des complémentarités maghrébines; il constatait aussi le retard enregistré dans la mise en oeuvre d'un certain nombre de conventions sur la construction

maghrébine. Dans le journal algérien, le Matin, du 13 février 1994, on pouvait lire que " le bilan de 5 années de l'Union Maghrébine apparaît décevant... Le Maghreb en mutation demeure à la croisée des chemins".

3. L'opinion internationale se pose les mêmes questions. La création de l'UMA en 1989 avait créé une certaine sensation. Les européens y voyaient apparaître un marché prometteur et un partenaire qui compterait de plus en plus. Une partie de l'opinion des autres pays d'Afrique voyaient en l'UMA une sorte de future puissance économique proche de l'Europe. Mais ce n'est plus tout à fait le cas maintenant. L'opinion internationale constate dans cette région des différends persistants entre pays maghrébins, un manque de coordination dans la négociation des problèmes économiques les plus importants de l'heure, comme celui de leurs futures relations avec l'Union Européenne, ainsi qu'une situation politique, économique et sociale qui ne s'est globalement pas stabilisée. L'opinion internationale n'a pas une vision claire de ce que veulent collectivement les pays maghrébins pour ce qui est de leurs relations économiques, d'une part, entre eux et, d'autre part, avec l'Union Européenne, avec le reste de l'Afrique (qu'en est-il, par exemple, des relations économiques de l'UMA avec l'Egypte et avec ses pays frontaliers?), avec les autres pays arabes.

Tenir le plus grand compte des préoccupations de chaque pays

4. Les interrogations des pays maghrébins sont en bonne partie liées à leurs préoccupations et attentes initiales. Il est très important de les connaître car les efforts d'intégration ne peuvent aboutir que si tous les partenaires y gagnent et ont le sentiment de gagner. Rien n'est plus nuisible qu'un partenaire qui a le sentiment de perdre et d'être lésé. Or, certaines parties de l'opinion estiment: en Algérie, que l'Algérie donne sur le plan économique plus qu'elle ne reçoit; au Maroc, qu'il ne faut pas faire avancer la construction maghrébine tant que le problème du Sahara Occidental n'est pas réglé; en Libye, que la solidarité maghrébine est insuffisante dans l'affaire "Lockerbie".

5. A la création de l'UMA, beaucoup d'observateurs estimaient que sur le plan politique, les attentes principales des pays étaient les suivantes: l'Algérie et la Tunisie souhaitaient plus de stabilité et de coordination dans la région; le Maroc espérait une contribution de l'UMA à la solution du problème du Sahara Occidental; la Mauritanie attendait l'apport de l'UMA à l'équilibre stratégique qu'elle veut maintenir dans son appartenance simultanée au Nord et à l'Ouest de l'Afrique; la Libye y voyait un cadre pour briser tout isolement diplomatique et un pas vers l'Unité arabe.

6. Sur le plan économique, ces observateurs constataient que les pays maghrébins ressentaient, en cette fin des années 1980 et dans le monde de l'après guerre froide qui se mettait en place, toute

OBJECTIFS ET ORGANISATION DE L'UMA

Le processus final de constitution de l'UMA a commencé à Zéralda (Algérie) en 1988 et a abouti à Marrakech (Maroc) le 17 février 1989. Pour l'UMA, l'objectif d'intégration économique est l'un des plus importants. Pour l'atteindre, il était prévu de suivre une démarche progressive et prudente, plus technique que politique. L'Union du Maghreb Arabe (UMA) regroupe l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Le Traité de création de l'UMA a été signé le 17 février 1989 à Marrakech.

Selon son article 2, "l'Union a pour objectif:

- La consolidation des rapports de fraternité qui lient les Etats membres et leurs peuples; la réalisation du progrès et du bien-être de leurs communautés et la défense de leurs droits;
- La préservation d'une paix basée sur la justice et l'équité;
- La mise en oeuvre progressive de la liberté de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux entre les pays membres."

Sur le plan économique et culturel, les objectifs de l'UMA sont précisés par l'article 3 du Traité qui indique: "La politique commune mentionnée dans l'article précédent a pour objet la réalisation des objectifs suivants:... Dans le domaine économique: assurer le développement industriel, agricole, commercial et social des Etats membres, en prenant a cet effet toutes les mesures nécessaires et notamment a des projets communs, etc. Dans le domaine culturel: établir une coopération tendant à promouvoir l'enseignement à tous les niveaux et à sauvegarder les valeurs spirituelles et morales puisées dans l'Islam et la vocation nationaliste arabe, en prenant toutes les mesures nécessaires pour parvenir à ces fins, notamment par l'échange d'enseignants et d'étudiants, la création d'institutions communes universitaires et culturelles ainsi que des instituts de recherche spécialisés."

Le Traité prévoit les institutions et organismes suivants: Le Conseil présidentiel (qui est l'organisme suprême et qui se réunit une fois par an); l'Assemblée consultative (20 représentants de chaque pays et qui se réunit 1 fois par an); la Cour de Justice; le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères; la Comité de suivi (composé des membres du Gouvernement responsables des affaires maghrébines); les Commissions ministérielles spécialisées; le Secrétariat Général.

Les Commissions ministérielles spécialisées suivantes ont été créées: Commission des infrastructures, Commission de la sécurité alimentaire, Commission des affaires économiques et financières, Commission des ressources humaines.

l'importance d'un groupement régional efficient face aux grands ensembles régionaux constitués ou en constitution. De plus, quant aux intérêts économiques spécifiques de chaque pays, ils pouvaient faire les jugements suivants: les hommes d'affaires marocains et tunisiens voient l'Algérie et la Libye d'abord en tant que marché, tout en craignant que l'Algérie ait tendance à vouloir confiner le Maroc et la Tunisie au rôle de producteurs agricoles, de fournisseurs de produits textiles et de services touristiques; L'Etat mauritanien cherche à augmenter ses ressources financières; l'Algérie voit dans le Maghreb un marché plus large et une opportunité d'intensification de l'exploitation de ses ressources énergétiques, mais les entreprises publiques et privées algériennes ne veulent pas livrer sans contrepartie leurs propres marchés aux produits de leurs concurrents maghrébins.

7. Ces objectifs des uns et des autres sont loin d'être atteints. La situation politique reste tendue dans la région et les échanges économiques maghrébins restent faibles. La plupart des conventions et accords signés dans le cadre de l'UMA ne sont ni ratifiés ni concrétisés. Les seuls conventions et accords ratifiés, mais dont certains ne sont eux aussi pas appliqués, sont ceux relatifs à l'échange des produits agricoles entre les Etats de l'UMA, à la protection des végétaux, à la promotion et la garantie des investissements maghrébins, à la non double imposition et l'instauration de règles de coopération en matière d'impôts sur le revenu, au transport routier des personnes et des biens et au transit. Leur application concrète peut rester bloquée par les réglementations nationales existantes. Après une certaine euphorie et confiance au départ, on a pris conscience depuis 1992 des difficultés concrètes à surmonter. Il est significatif que des produits agricoles marocains aient des difficultés à être commercialisés en Algérie et que le gaz algérien ne puisse être largement utilisé au Maroc. L'accord commercial et tarifaire de 1991 n'est pas entré en application suite à sa non ratification par le Maroc, suite aux réticences de l'Algérie et par manque de protocoles d'application en ce qui concerne les règles d'origine, la liste des produits libérés des protections non tarifaires, la fixation des taux compensateurs et les mesures de sauvegarde.

L'UMA doit-elle donner la priorité aux questions politiques ou économiques?

8. Lors de la création de l'UMA, il avait été affirmé que la coopération économique était un moyen de dépasser les différends politiques existant alors entre certains Etats maghrébins et de créer les conditions de leur solution équitable. On avait insisté sur le caractère pragmatique de l'approche à suivre, sur la priorité à accorder aux questions économiques. En fait, une lecture du Traité de Marrakech fondant l'UMA montre que l'aspect politique y a toute sa place mais que les questions économiques, qui y sont bien présentes, ne sont cependant pas développées autant que dans d'autres traités similaires, par exemple ceux qui ont

LES CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS DANS LE CADRE DE L'UMA

La liste des conventions et accords mis au point est la suivante en Février 1994:

- . Décision sur les principes et les règles de l'union douanière entre les Etats de l'UMA (23/7/1990).
- . Convention relative à l'échange des produits agricoles entre les Etats de l'UMA (7/1990).
- . Convention relative à la protection des végétaux (7/1990).
- . Convention relative à la promotion et à la garantie des investissements maghrébins (7/1990).
- . Convention relative à la non double imposition et à l'instauration de règles de coopération en matière d'impôts sur le revenu (7/1990).
- . Convention relative au transport routier des personnes et des biens et au transit (7/1990).
- . Convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans le domaine de la santé animale (3/1991).
- . Les grands axes de la stratégie maghrébine de développement commun (3/1991).
- . Convention relative à la création de la Banque Maghrébine d'Investissement et de commerce extérieur entre les Etats de l'UMA (3/1991).
- . Convention commerciale et tarifaire (3/1991).
- . Convention de coopération dans le domaine maritime (3/1991).
- . Accord postal entre les Etats de l'UMA (3/1991).
- . Accord relatif au courrier express (3/1991).
- . Convention relative aux colis postaux (3/1991).
- . Convention de coopération judiciaire entre les Etats de l'UMA (3/1991).
- . Convention de Sécurité sociale entre les Etats de l'UMA (3/1991).
- . Convention relative aux mandats postaux (9/1991).
- . Annexe relative à l'article 2 de la Convention relative à l'échange des produits agricoles entre les Etats de l'UMA (9/1991).
- . Charte Maghrébine de la protection de l'environnement et du développement durable (11/1992).
- . Convention relative à l'organisation judiciaire unifiée entre les Etats de l'UMA (11/1992).
- . Convention relative à la coopération culturelle entre les Etats de l'UMA (11/1992).
- . Prix du Maghreb Arabe de la création culturelle (11/1992).
- . Programme unifié pour l'accession aux instituts judiciaires de l'UMA (11/1992).
- . Convention sur le chèque postal maghrébin de voyage (29/6/93).
- . Projet de convention sur la nomenclature douanière unifiée.
- . Projet de protocole relatif à l'application de la taxe compensatoire de 17,5%.

conduit à l'Union Européenne. De même, les traités créant d'autres communautés régionales en Afrique et dans le monde ont un contenu économique plus marqué.

9. Au cours des dernières années, l'UMA a concentré ses actions dans le domaine économique mais ce surtout à travers l'élaboration de textes relatifs à la coopération et l'intégration économiques. Des résultats ont été obtenus et ils ne sont pas négligeables pour peu qu'on sache les utiliser. On peut même dire qu'ils reflètent une première étape par laquelle il fallait passer. Mais ils sont insuffisants et ils le deviennent d'autant plus que le temps passe. Malheureusement, les accords passés ne se sont pas concrétisés, et après une courte période de progression des échanges économiques, ceux-ci ont stagné à des niveaux toujours bas. L'UMA est dans nombre de domaines à l'image d'autres communautés régionales mises en place en Afrique ou dans d'autres régions sous-développées du monde. Il faut se demander pourquoi.

10. Les retards de l'édification maghrébine sont-ils dus à des raisons politiques ou économiques? Est-ce surtout les conditions politiques qui rendent difficiles sa concrétisation? Ou est-ce parce que les conditions économiques objectives sont défavorables et parce que l'approche suivie pour la mise en oeuvre de la coopération économique est inefficace? Seule une évaluation en profondeur de la situation maghrébine peut apporter une réponse à ces questions. Mais nous pouvons dès maintenant remarquer que, fondamentalement, les conditions politiques et économiques actuelles sont les mêmes qu'à la fin des années 1980, certains facteurs positifs et négatifs s'étant par ailleurs manifestés depuis.

11. Le principal problème politique de la région, celui du Sahara Occidental, est toujours là, mais les fondateurs de l'UMA savaient que sa solution demanderait du temps et voulaient que les réalisations de l'UMA contribuent à sa solution. La préservation de la paix dans la région est un acquis politique qu'il ne faut pas négliger, et qui peut être mis en partie à l'actif de l'UMA, même s'il apparaît clairement que le Maghreb ne pourra se construire rapidement qu'après la solution du problème du Sahara Occidental. Le ralliement de l'Algérie à l'économie de marché et la prise de conscience accrue des pays de la région de l'importance des problèmes sociaux ont créé une convergence politique plus grande des pays de la région. Mais une telle convergence subit les effets négatifs de certaines situations politiques internes. Par contre, elle peut subir les effets positifs de l'option de tous les pays maghrébins pour plus de démocratie, ce à travers une implication plus grande des sociétés civiles à la construction maghrébine.

12. Les principaux problèmes économiques de la région, et ils sont toujours présents, étaient en 1989 son sous-développement et la faiblesse des relations économiques maghrébines. Actuellement, une circonstance aggravante est la détérioration de la situation économique en Algérie et en Libye suite à l'effondrement des prix

des hydrocarbures. Cette détérioration a touché deux marchés majeurs de la région et a perturbé leur dynamisme économique qui peut profiter à tout le Maghreb. Mais une circonstance nouvelle positive pour la région peut être mentionnée: la capacité que montrent peu à peu le Maroc et la Tunisie, et que peut montrer l'Algérie suite aux réformes entreprises, à développer leurs exportations non traditionnelles et à mieux connaître les marchés internationaux.

13. La persistance de la faiblesse des échanges intra-maghrébins est due à des blocages économiques structurels bien identifiés et qui ne pourront être surmontés que grâce à des stratégies de développement pertinentes. On sait que ces échanges ne s'accroîtront que grâce à une politique d'intégration maghrébine conséquente. Les principes valables au niveau de l'Afrique entière sont valables au niveau du Maghreb. Comme le préconise la CEA, le processus d'intégration doit avoir quatre dimensions simultanément axées sur:

- le développement des infrastructures régionales en vue de remédier à la désarticulation physique du continent, ce grâce à des réseaux d'infrastructure de transports, de communications et de distribution d'énergie;
- le développement de la production avec les liaisons intersectorielles suffisantes, à travers l'harmonisation et le développement des appareils de production nationaux, publics et privés, en particulier l'agriculture, l'élevage, les ressources marines, l'industrie et l'énergie, et les services;
- la libéralisation des échanges et l'élargissement des marchés au cadre régional, ce pour créer des marchés régionaux communs;
- La convergence des politiques économiques et monétaires

14. Mais, les échanges maghrébins n'auraient-ils pas pu se développer davantage depuis 1989, ou du moins n'aurait-on pas pu jeter les bases plus concrètes de ce développement? Pourquoi les décisions prises n'ont-elles pas été mises en oeuvre? Ces décisions sont-elles le fondement suffisant à des réalisations concrètes futures à court, moyen et long termes? Même si la situation politique était idéale, les décisions prises étaient-elles les bonnes et étaient-elles sous la forme qui permettait leur mise en oeuvre et l'impact souhaité? Les décisions économiques ont-elles bénéficié de la préparation technique suffisante, de la participation et de la contribution adéquates des agents économiques nationaux concernés, de la mise en place des structures pertinentes pour l'atteinte des objectifs fixés?

16. L'examen des relations économiques et financières de l'Algérie avec les pays de l'UMA peut être une contribution utile à cette réflexion et à cette évaluation globale, aujourd'hui nécessaires, de l'UMA.

[illegible]

PREMIERE PARTIE
LE COMMERCE DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA

**CHAPITRE I- PRESENTATION GENERALE DU COMMERCE
EXTERIEUR DE L'ALGERIE**

1.1. Aperçu du commerce extérieur

a) Les tendances générales

17. Les données analysées dans cette section sont essentiellement tirées des statistiques de l'Office National des Statistiques. Les tendances générales du commerce extérieur sont données dans le tableau suivant:

Tableau 1: Tendances générales du commerce extérieur de marchandises

	1982	1985	1986	1988	1989	1990	1991	1992	1993
- Importations md da	49,4	49,5	43,4	43,4	70,0	87,0	139,2		
- Indice valeur				84,7	136,7	169,8	271,7		
- Indice volume				60,5	70,7	65,3	57,7		
- Exportations md DA	60,5	64,5	34,9	45,4	71,9	122,1	233,6		
- Indice valeur				69,3	111,3	191,5	366,2		
- Indice volume				109,9	120,0	124,6	127,5		
Solde valeur nominale md DA	11,1	15,0	-8,5	2,0	1,9	35,1	94,6		
Taux ch. officiel - DA/\$	4,600	4,975	4,679	5,840	7,578	9,605	18,94	22,5	24,07
Taux ch. parallèle DA/\$				30	37,1	32,8	41,2	55,0	
Termes échange, base 100: 1984	107,1	99,1	47,9	45,0	48,0	59,1	61,0		

- Source: ONS, banque mondiale et autres.
- Les indices sont en base 100 pour l'année 1984

18. Les principaux événements marquant le commerce extérieur algérien durant la période ont été l'effondrement du prix des hydrocarbures et la baisse des cours du DA par rapport à un dollar des Etats-Unis d'Amérique (dont on sait par ailleurs qu'il s'est affaibli sur le marché international des changes). On mentionnera à titre d'exemple qu'au cours de la seule année 1986, la valeur des exportations de biens et services (essentiellement des hydrocarbures) a chuté de 40%. Les dévaluations successives du Dinar algérien ont été par exemple marquées par celles de 22% (septembre 1991) et de 40% (avril 1994, le taux de change étant de 36 dinars pour un dollar) et ont aggravé la dégradation des termes de l'échange. Par ailleurs on sait que le taux de change parallèle du DA est beaucoup plus faible. Les mesures d'encouragement des exportations hors hydrocarbures prises par le gouvernement n'ont pas encore donné les résultats attendus, ces exportations ayant représenté 3% des exportations totales en 1991.

19. Les dévaluations ont entraîné une forte augmentation de la valeur nominale en DA des importations et exportations, leur valeur en dollars marquant une forte tendance à la stagnation:

Tableau 2: Exportation et importation de biens et services en millions de dollars

	1985	1986	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Exportation de biens fob	13040	8025	7626	9564	12880	12487	11509	10163
Importation de biens fob	8811	7879	6688	8375	9775	7664	8586	7774
Balance commerciale	4229	186	938	1189	3105	4823	2923	2389
Services (nets)	-2199	-1711	-1319	-882	-1196	-1346	-1139	-1094

Source: Banque centrale, Délégation à la planification, BAD

20. Au cours de la période susmentionnée, la balance commerciale de l'Algérie est restée principalement fonction des recettes d'exportation provenant des hydrocarbures et du volume relatif important des importations incompressibles, notamment celles de produits alimentaires et de produits intermédiaires et de biens d'équipement. Cette balance est restée légèrement positive mais a stagné ou reculé en dollars.

b) Structure des échanges par produits

21. Les hydrocarbures ont représenté 97% du total des exportations algériennes en 1991 et les produits finis, produits alimentaires et matières premières 3% du total des exportations. Quant aux importations, 65% étaient constitués de produits intermédiaires et

de biens d'équipement destinés à l'industrie et 35% de produits de consommation.

c) Principaux partenaires

22. La France, l'Italie, les Etats-Unis et l'Allemagne figurent parmi les principaux partenaires de l'Algérie. Les pays de l'UMA représente une faible part de son commerce extérieur. En 1991, le commerce avec les pays développés formant l'Union européenne et l'Amérique du Nord a représenté 88% des exportations et 74% des importations algériennes.

1.2. Le cadre institutionnel et réglementaire global du commerce extérieur de l'Algérie

a) Le cadre institutionnel en place

23. En liaison avec la transition de l'Algérie vers une économie de marché, le cadre institutionnel et réglementaire du commerce extérieur a subi au cours de la dernière période des changements notables et est la veille d'en connaître d'autres aussi significatifs en 1994. D'importants textes juridiques et réglementaires ont déjà été pris pour concrétiser les réformes visées dans le cadre de cette transition, en particulier des textes sur la monnaie et le crédit, sur le commerce extérieur et sur les investissements.

24. A l'étape actuelle, la politique algérienne de commerce extérieur, en conformité avec la politique économique nationale, consiste en l'importation prioritaire des biens et équipements essentiels pour la population et l'économie, en l'ouverture sur l'économie mondiale, en la prise en compte de l'important endettement extérieur du pays et en la mise en oeuvre d'une politique de réformes. Ces réformes qui se sont accélérées depuis 1988, et surtout depuis 1990, visent: la réduction de l'engagement direct de l'Etat dans l'activité économique et la décentralisation au profit des entreprises publiques et privées; le respect de la liberté du commerce et de l'industrie et la suppression de tous les monopoles à l'exception des domaines stratégiques réservés à l'Etat; le développement rapide des relations économiques et commerciales du pays dans le contexte du nouvel ordre commercial mondial.

25. Le principal texte juridique marquant les réformes du point de vue de ses impacts sur le commerce extérieur, est la loi 90.10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit. Cette loi a refondu le cadre général de la législation et la réglementation sur l'investissement, l'importation et l'exportation et les mouvements de capitaux. Ses dispositions facilitent les mouvements de capitaux avec l'étranger. D'autres textes juridiques importants vont dans le sens de ces réformes.

26. La libéralisation du commerce extérieur a progressé successivement par la loi 88-29 du 19 juillet 1988 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le décret 88-201 du 18 octobre 1988 portant abrogation de toutes dispositions réglementaires conférant aux entreprises socialistes l'exclusivité d'une activité ou le monopole de la commercialisation et le décret exécutif 91-37 du 13 février 1991 relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur. La tendance dans le commerce extérieur est la suppression des contrôles a priori et de l'allocation administrative centralisée des devises aux agents économiques. Les monopoles dans le commerce extérieur sont donc en voie de suppression complète.

27. La liberté plus grande du commerce est visée par la loi 90-22 du 18 août 1990 relative au registre du commerce (et la loi 91-14 la complétant) ainsi que par le décret législatif 93-08 du 25 avril 1993 modifiant et complétant l'ordonnance 75-59 du 26 septembre 1975 portant code du commerce. Le Code de commerce a été amendé en vue notamment de développer l'initiative privée dans le domaine du commerce et de l'industrie: de nouvelles formes de sociétés en plus de celles qui existent déjà (société en commandite simple, société en commandite par actions); de nouveaux effets de commerce (warrant, titre de transport) ont été introduits. La loi 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix a été une base pour la libéralisation progressive des prix pratiques par les commerçants. La loi 88-01 du 12 janvier 1988 a fait avancer l'autonomie de l'entreprise publique. Le Gouvernement prévoit de privatiser certaines sociétés publiques mais de garder le contrôle des sociétés "stratégiques". Le Décret législatif 93-12 du 5 octobre 1993 y relatif veut encourager les investisseurs et consacrer la non discrimination entre investisseurs publics et privés.

b) L'évolution prochaine du cadre institutionnel

28. Le cadre institutionnel actuel reste marqué par des influences des conceptions des périodes précédentes en matière de gestion de l'économie. Aussi est-il prévu d'adopter de nouveaux textes réglementaires approfondissant l'orientation vers l'économie de marché, en particulier une loi sur la concurrence et une loi sur l'accès au commerce extérieur.

29. La loi sur la concurrence aura pour objet de codifier les règles d'une concurrence saine et loyale entre les opérateurs, de développer un système d'observation et d'analyse des marchés en vue de s'assurer que le fonctionnement de la concurrence disposera des informations nécessaires, de créer un conseil de la concurrence.

30. La nouvelle loi sur l'accès au commerce extérieur, comme l'indique un document du Ministère de l'économie, aura pour but de consacrer la libéralisation du commerce extérieur et la protection de segments stratégiques de l'économie par un système de régulations. Il y est prévu trois régimes d'importations: le

régime général qui est appliqué aux marchandises libres à l'importation avec des conditions pour certaines d'entre elles; le régime particulier qui est appliqué aux marchandises soumises à autorisation à cause de la présence d'une production nationale à protéger; et le régime spécifique qui est appliqué aux marchandises faisant l'objet de troc, spécialement au commerce frontalier extrême sud. Elle prévoit la création d'une commission nationale du commerce extérieur dont la mission est de formuler, d'évaluer la politique commerciale; d'opter pour les choix et priorités en matière de commerce extérieur; de décider de la politique tarifaire et de la mise en oeuvre des mesures de sauvegarde; d'identifier les marchandises éligibles aux différents régimes; de réhabiliter la promotion des exportations dans le cadre d'une stratégie d'entreprise.

c) Le cadre des relations économiques internationales

31. Les relations économiques et commerciales de l'Algérie avec le reste du monde s'inscrivent dans le cadre de l'un des types d'accords décrits ci-après:

C1. Accords bilatéraux commerciaux: De façon classique, il s'agit d'accords basés sur la clause de la nation la plus favorisée; d'accords fixant un cadre général dans lequel les parties s'engagent à promouvoir leurs relations commerciales sur la base de listes indicatives de produits tels qu'avec les pays voisins; d'accords visant à consolider des relations d'échanges avec les partenaires traditionnels (pays développés d'Europe)...

C2. Accords d'intégration régionale: Par la loi No. 89-04 du 1er avril 1989, l'Algérie a ratifié le Traité portant création de l'UMA; l'Algérie a signé en 1991 le Traité instituant la Communauté économique panafricaine (mais ne l'a pas encore ratifié); en 1993, l'Algérie a déclaré son intention d'adhérer au projet de zone de libre échange euro-maghrébine...

C3. Autres accords multilatéraux: Au mois de mars 1994, l'Algérie s'apprêtait à adhérer au GATT; l'Algérie a entamé le processus d'adhésion à l'Agence multilatérale pour la garantie des investissements (AMCI) et au Centre international pour le règlement des différends liés à l'investissement (CIRDI)...

d) le tarif douanier algérien

32. Le tarif douanier algérien de 1992 ne comporte qu'une seule colonne de droits de douane comportant un éventail de taux variant de 0% (exempt) à 60%, les différents taux étant 3, 7, 15, 25, 40 et 60%. La gamme de taux de 1986 se situait entre exempt (0%) et 120%. Les droits de douane repris sur le tarif sont des droits ad valorem.

LE TARIF DOUANIER ALGERIEN

La nomenclature du tarif douanier est basée sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Le tarif douanier est composé de 8 groupes de produits englobant 6108 sous-positions tarifaires répartis comme suit:

Tableau 4: Répartition par produit du tarif douanier

Groupe de produits	Nb sous-produits	Groupe de produits	Nb sous-produits
1. Alimentation	656	6. Biens eqpmts indus.	1113
2. Energie et lubrifiants	88	7. Biens consommation	1690
3. Produits bruts	514	8. or industriel	7
4. Demi-produits	1988		
5. Biens d'équipements agricoles	52	Ensemble	6108

Les sous-positions du système harmonisé compte six chiffres; un 7ème chiffre est utilisé dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe. En 1994, les taux de droits de douane se répartissent comme suit:

Tableau 5: Répartition par produit du tarif douanier par rapport aux droits de douane

Tarifs	Exempt	3	7	15	25	40	60	Ensemble
Nb positions	137	660	1151	1263	976	857	1094	6108

33. Des exonérations de droits de douane et des taxes à effet équivalent sont accordées aux produits originaires échangés dans le cadre des conventions commerciales et tarifaires conclues par l'Algérie. Les biens de luxe sont les plus frappés par l'imposition douanière.

34. Le tarif douanier comprend d'autres impositions: la redevance douanière qui est perçue à raison de 4% sur toutes les opérations faisant l'objet d'une déclaration en douane imposable, la redevance pur formalités douanières de 2%, les surtaxes sous forme de droits de douane majorés frappant les produits provenant d'Etats qui

prennent des mesures discriminatoires contre les produits algériens et les droits compensatoires ou anti-dumping.

35. Pour ce qui concerne l'évaluation en douane, l'Algérie est partie contractante de la Convention de Bruxelles du 15 décembre 1950 (cf l'article 16 du Code des douanes). En matière de règles d'origine, l'article 14 du code des douanes indique qu'en règle générale le pays origine est celui où a été extrait, récolté ou fabriqué le produit. L'Algérie déclare vouloir limiter au maximum les mesures non tarifaires: les licences ne sont obligatoires que dans des cas particuliers, des cahiers de charges ne sont prévus que pour les produits stratégiques, les restrictions à l'importation ne sont que des mesures de suspension provisoires pour protéger l'économie nationale ou sont dues à des difficultés de paiement.

e) Les procédures à l'importation et à l'exportation

36. L'article 4 du Code des douanes énonce la législation douanière qui s'applique à toutes les marchandises qui franchissent la frontière soit à l'entrée soit à la sortie du territoire douanier. Un contrôle douanier est exigé pour toutes marchandises, passibles ou non des droits et taxes douaniers, qui sont introduites sur le territoire douanier, même si leur destination finale est un autre territoire douanier (article 51 du code des douanes). L'article 75 du Code des douanes stipule que l'importateur ou l'exportateur est tenu d'introduire auprès de l'Administration des douanes une déclaration en détail de ses marchandises qui, selon l'Article 82 du Code des douanes, doit contenir les indications nécessaires pour la liquidation des droits et taxes, l'application de la réglementation douanière et l'établissement des statistiques douanières.

37. Une fois reconnue conforme à la forme, cette déclaration en détail fait l'objet d'un enregistrement auprès d'un bureau de douane (article 87 du code des douanes). Les agents des douanes procèdent conformément à l'article 92 du code des douanes, à la visite de tout ou partie des marchandises déclarées pour déterminer l'exactitude des énonciations de la déclaration. Lorsque il y a contestation des énonciations quant à l'espèce, à l'origine ou à la valeur, l'article 98 du code des douanes autorise le déclarant à introduire un recours devant la Commission de la nomenclature et du tarif des douanes pour avis. Selon l'article 102 du Code des douanes, les résultats de la vérification des marchandises, et, en cas de contestation, les décisions prises à la suite de l'avis de la Commission de la nomenclature et du tarif des douanes, fixent les droits et taxes et, éventuellement les pénalités, qui sont exigibles. Lorsque il est prouvé que les droits et taxes dus ont été préalablement payés, consignés ou garantis, l'Administration des douanes donne l'autorisation d'enlèvement des marchandises au déclarant qui est tenu de procéder

à leur enlèvement immédiat, sauf si des délais spéciaux lui ont été accordés comme le prévoit l'article 109 du code des douanes.

38. Selon l'article 125 et suivants, qui réglemente le régime douanier du transit, l'Algérie a accepté en 1988 l'annexe E 1 relatif au transit douanier de la Convention de Kyoto adopté sous l'égide du Conseil de coopération douanière (CCD). Il est prévu de suspendre au cours de l'opération de transit l'application du tarif douanier et de la réglementation du commerce extérieur. Pour en bénéficier le déclarant est obligé de souscrire un acquit à caution comportant l'engagement de faire parvenir, sous scellement et dans les délais, les marchandises déclarées au bureau de douane déterminé.

39. Les procédures et formalités relatives à l'exportation sont plus simplifiées. La licence d'exportation n'est plus en général exigée; les exportations sont exonérées de droits et taxes d'effet équivalent. Pour les produits librés à l'exportation, l'exportateur établit une domiciliation bancaire qui sert pour le passage en douane et le règlement financier des exportations. Il est permis aux exportateurs de conclure des contrats dont le paiement est exigible dans un délai de 120 jours à compter de la date d'expédition de la marchandise. Le règlement des marchandises est viré sur un compte bancaire ou postal en devises qui est ouvert sur les livres d'une banque domiciliatrice ou d'une banque intermédiaire agréée. Il est demandé à tout exportateur qui ne parvient pas à encaisser le produit de l'exportation dans ce délai prescrit d'en informer la banque domiciliatrice qui lui accorde des délais supplémentaires ou entérine le manque à rapatrier. Les exportateurs bénéficient d'une partie ou de l'entièreté du rapatriement du produit de l'exportation en devises, selon la réglementation en vigueur.

CHAPITRE II

LE COMMERCE BILATERAL DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DU MAGHREB

2.1. Analyse des échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays de l'UMA

a) Présentation globale

40. Il reste à établir des statistiques détaillées et acceptées par tous des échanges intermaghrébins (y compris les échanges informels) en monnaies nationales et en dollars. Nous analyserons ici les statistiques quelquefois disparates que nous avons pu recueillir dans les principaux documents suivants: annuaires statistiques officiels, dossier d'information de l'UMA, documents remis par les administrations concernées, revue Exporter (Tunisie), bulletin de l'Institut d'économie quantitative (IEQ, Tunisie), etc... Il faudrait ultérieurement faire tout un travail de confrontation des sources, de meilleure prise en compte des différents taux de change et du commerce informel.

41. Une vision globale du commerce maghrébin en dollars, qui est relativement faible, est donné par le tableau suivant:

Tableau 6: Le volume du commerce intra-maghrébin

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	En millions dollars	% Export. totales	En millions dollars	% Import. totales
Année 1991	1040,5	3,2	1109,2	3,9

Source: Dossier d'information de l'UMA

La part du commerce intramaghrébin est très faible comparée à celle du commerce intra-Union Européenne (UE) qui représente près de 70% du commerce de l'UE.

42. Une vision du commerce maghrébin par pays et en dollars est donnée par le tableau suivant qui reprend aussi bien des données fournies par l'UMA que celles de source tunisienne (IEQ).

Tableau 7: Le commerce intra-maghrébin par pays en 1991
(millions de dollars)

	PART DANS LE COMMERCE TOTAL en %		IMPORTATIONS DE BIENS		EXPORTATIONS DE BIENS	
	sce IEQ	sce UMA	sce IEQ	sce UMA	sce IEQ	sce UMA
ALGERIE	20,6	14,1	133	151	202	152
LIBYE	27,2	31,4	365	482	78	190,6
MAURITANIE	1,4	1,2	22	22,2	1	0,9
MAROC	20,3	27,8	102	244	228	357
TUNISIE	30,5	25,5	174	210	323	340
UMA	100	100	706	1109,2	831	1040,5

43. Comme on le constate, ces données ne concordent pas et donnent des résultats assez surprenants en ce qui concerne la part relative de l'Algérie dans le commerce maghrébin, part qui serait nettement inférieure à celles de la Libye, du Maroc et de la Tunisie. Ces statistiques sont-elles globalement correctes ou s'agit-il d'erreurs statistiques, de modes disparates de comptabilisation ou de biais introduits par le traitement différent ou la non prise en compte du commerce informel? Elles ne prennent pas en compte les services, en particulier le tourisme qui est surtout le fait de touristes algériens dans les autres pays d'Afrique du Nord. Il est de l'intérêt de la partie algérienne de clarifier rapidement cette question. En tout état de cause, il est certain que la prise en compte du tourisme, de la contrebande et de l'important commerce informel, essentiellement celui entre l'Algérie et ses pays voisins, donnerait certainement une part relative plus grande de l'Algérie.

44. Les échanges commerciaux globaux sont à peu près équilibrés. Le pétrole et le gaz, produits figurant au chapitre 27 de la nomenclature douanière ont représenté 86% en 1990, 82% en 1991 et 83% en 1992 des exportations de l'Algérie vers l'UMA. C'est une situation de quasi mono-exportation. Par contre, comme en 1991, les échanges industriels de l'Algérie avec la Tunisie, la Libye et le Maroc accusent un déficit.

b) Echanges de produits par pays maghrébin

45. Après avoir analysé la structure des exportations et des importations de l'Algérie avec ses principaux partenaires de l'UMA, nous indiquerons les principales caractéristiques du cadre juridique dans lequel s'opèrent ces échanges commerciaux. Ceux-ci sont généralement régis par des conventions commerciales et tarifaires qui reposent sur les avantages tarifaires portant sur des produits figurant sur des listes nationales de produits reconnus originaires des parties contractantes. Ces avantages tarifaires revêtent généralement la forme de franchise des droits de douane et des taxes d'effet équivalent. Certains accords

LA PLACE DE L'ALGERIE DANS LE COMMERCE MAGHREBIN

La part du commerce maghrébin dans le commerce de chaque pays serait l'une des plus faibles pour l'Algérie comme l'indique le tableau suivant:

Tableau 8: part des échanges inter-maghrébins dans le total du commerce en 1991

	Exportations (millions de dollars)			Importations (millions de dollars)		
	vers Maghreb	totales	en %	du Maghreb	totales	en %
Algérie	152	12314	1,2	151	9104	1,6
Libye	190	10775	1,7	482	6001	8
Maroc	357	4528	7,9	244	7253,6	3,4
Mauritanie	0,9	515	0,2	22,2	472	4,7
Tunisie	340	3895	8,7	210	5459	3,8

D'après ces données, et cela est aussi à vérifier et approfondir étant donné sa situation géographique, l'Algérie aurait un commerce extérieur beaucoup moins tourné vers le Maghreb que celui de la Libye, le Maroc et la Tunisie. Notons qu'en 1993 et en millions de dollars, en raison de ses difficultés économiques, les exportations et importations totales de l'Algérie ont baissé respectivement à 10163 et de 7763, celles avec le Maghreb ayant aussi diminué.

bilatéraux de commerce conclus dans les années 1970 par l'Algérie contenaient des clauses commerciales relatives à la promotion commerciale. L'article 8 de l'Accord commercial conclu entre l'Algérie et le Maroc le 17 mars 1973, et publié dans le Journal officiel de l'Algérie le 13 avril 1973 stipulait qu'en "vue d'encourager le développement des relations commerciales entre les deux pays, les deux parties contractantes s'accorderont mutuellement les facilités nécessaires à l'organisation dans l'un et l'autre des deux pays, des foires et expositions à caractère économique et commercial" ¹/ . L'Accord commercial signé entre l'Algérie et la Tunisie le 9 janvier 1981 et publié dans le Journal Officiel de l'Algérie le 1er novembre 1981 prévoyait que: "Les deux parties contractantes s'accorderont mutuellement les facilités nécessaires à l'organisation et à la participation aux foires

¹/Accords bilatéraux de commerce et coopération économique conclus par des pays en développement, CNUCED/ST/ECDC/36(Vol.1), pages 209.

commerciales dans l'un et l'autre pays ainsi que pour l'ouverture de centre de représentation commerciale". En dépit des dispositions destinées à promouvoir les échanges bilatéraux de quelques pays de l'UMA, ces conventions commerciales et tarifaires étaient régies par les législations, réglementations et procédures du commerce extérieur de chaque pays, qui n'étaient pas nécessairement identiques. Ces dispositions donnent la latitude à chaque pays de prendre des mesures restrictives à l'encontre des échanges intra-maghrébins.

(i) Commerce de l'Algérie avec la Libye

46. Le bilan des échanges commerciaux s'établit comme suit d'après le Ministère de l'économie:

Tableau 8: Bilan des échanges commerciaux algéro-libyens

Années	Importations	Exportations	Solde
1987	2,03 MDA	83,23 MDA	+ 81,20 MDA
1988	59,76 MDA	195,74 MDA	+ 135,98 MDA
1989	115,23 MDA	56,14 MDA	- 59,09 MDA
1990	50,20 MDA	29,96 MDA	- 20,24 MDA
1991	4,69 MDA	131,77 MDA	+ 127,08 MDA
1992	51,03 MDA	58,62 MDA	+ 7,59 MDA

47. D'après le dossier Information de l'UMA, en 1991, les importations Algérie en provenance de la Libye seraient de 15 millions de dollars et ses exportations vers la Libye de 33 millions de dollars. Les principaux produits exportés par l'Algérie seraient les suivants: savons, produits d'entretien, cires (21%); produits pharmaceutiques (14%); chaudières, machines, appareils et engins mécaniques (14 %); papiers, cartons, ouvrages en cellulose (11%); peaux et cuirs (10%). Les principaux produits importés seraient ; les produits chimiques inorganiques (58%), les matières plastiques et résines artificielles et leurs ouvrages (42%).

48. D'après le Ministère algérien de l'industrie, en 1991-1992, les échanges industriels de l'Algérie avec la Libye ont accusé un équilibre en sa faveur. En effet, l'Algérie a vendu plusieurs produits industriels à la Libye: machine-outils, climatiseurs, réfrigérateurs, détergents, médicaments et chaussures, et a acheté des articles électriques (PVC).

49. Dans le cadre de la Convention commerciale et tarifaire signée le 1er décembre 1987, l'Algérie et la Libye ont convenu d'échanger des produits originaires en franchise des droits et taxes de douanes et d'appliquer un taux d'intégration de 40%. Les relations commerciales sont facilitées par un arrangement interbancaire

conclu entre les banques centrales des deux pays le 10 novembre 1986.

(ii) Commerce de l'Algérie avec le Maroc

50. Les informations fournies par les autorités algériennes, les autorités marocaines et la Revue d'information de l'UMA (les différences de données sont peut être dues à la comptabilisation des frais d'assurance et de transport) sur le commerce algéro-marocain sont les suivantes :

Tableau 9: Commerce algéro-marocain

	1990			1991			1992	
	sce Maroc	sce UMA	sce Algérie	sce Maroc	sce UMA	sce Algérie	sce Maroc	sce Algérie
Importations Algérie	472,9	57,5	472	640,1	77,7	640	778,8	1531
Exportations Algérie	315	38,2	315	479	58,3	480	612,3	1947

(Millions de dirhams source marocaine, millions de dinars source algérienne, millions de dollars source UMA)

51. La structure globale du commerce extérieur du Maroc avec les pays de l'UMA donne une part dominante aux produits manufacturés pour les exportations et pour l'énergie dans les importations comme le montre le tableau suivant:

Tableau 10: Structure par produits du commerce maghrébin du Maroc

	Exportations (en %)	Importations (en %)
- Produits alimentaires	16,7	0,2
- Combustibles	5,4	77
- Mat. premières non comestibles hors carburants	9,2	2,1
- Produits manufacturés dont:	68,7	20,7
- Prod.chimiques	22	7,4
- Mach. mat.transp.	3,3	0,57
- Autres prod.man.	43,4	12,7

Source: Dossier d'information de l'UMA

Selon cette même revue, en 1991, le Maroc a exporté vers l'Algérie des agrumes (16%, suspension par la suite), des tissus et fibres, des médicaments, du plomb brut et des épices. Il a importé de l'Algérie des hydrocarbures (33,7%), du zinc (4,8%), des produits chimiques (4,3%), des plaques, tôles, feuillets en fonte ou aciers, des liants et ciments hydrauliques, des dattes, des réservoirs.

52. D'après le Ministère algérien de l'industrie, les exportations industrielles algériennes sur le Maroc en 1991-1992 ont compris les

machines-outils, les articles électriques (climatiseurs - lampes - postes de télévision, antennes), les produits chimiques (antibiotiques), les textiles et cuirs (filés - tissus - couvertures), les produits agro-alimentaires (acides gras - glycérine - savon), les produits métallurgiques (électrodes - fil galvanisé - pointes) et les produits miniers (terres décolorantes - mercure). Les importations industrielles de l'Algérie en provenance du Maroc au cours de la même période ont porté sur: les produits mécaniques (outillages), les articles électriques (fil plomb, plomb doux), les produits chimiques (cosmétiques - bouteilles - pâte à papier), les textiles et cuirs (coton régénéré - tissu - rideaux) et les produits miniers (sacherie).

53. La Convention commerciale et tarifaire que l'Algérie a signée avec le Maroc le 17 mars 1973 à Alger prévoyait que les produits échangés devaient être exonérés des droits et taxes de douane. L'importation au Maroc en franchise de droits de douane, dans le cadre de conventions commerciales et tarifaires des produits originaires de quelques pays, telle que l'Algérie, est subordonnée à la présentation d'une déclaration préalable d'importation délivrée par le Ministère du commerce extérieur.

iii) Commerce de l'Algérie avec la Mauritanie

54. Les statistiques disponibles montrent la prédominance des relations de la Mauritanie avec l'Union Européenne et la faiblesse de ses relations commerciales avec l'UMA, ensemble auquel appartient la Mauritanie qui veut être un pont entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord. Ces relations sont actuellement régies par les conventions bilatérales existant avec chaque pays de l'UMA. Pour ce qui concerne la mise en place d'une zone de libre échange avec l'UMA, la Mauritanie pose deux problèmes spécifiques: les pertes qu'elle subirait suite à la baisse des droits de douane; ses engagements avec les pays de la CEDEAO.

55. On a les données suivantes pour le commerce extérieur avec les pays de l'UMA:

Tableau 11: Les échanges commerciaux de la Mauritanie avec les autres pays de l'UMA (1992, en millions d'ouguiyas)

	Importations	Exportations
Algérie	2015	14
Libye	0,7	0
Maroc	237	34
Tunisie	19	2
% UMA/total gen.	7,3	0,13

Source: Douanes mauritaniennes (Sydonia)

Une étude du Secrétariat général de l'UMA donne les indications suivantes:

Tableau 12: Les échanges commerciaux de la Mauritanie avec les autres pays de l'UMA (en millions de dollars US)

	Importations		Exportations	
	1990	1991	1990	1991
Algérie	19,7	17,7	-	0,01
Libye	0,02	0,05	-	-
Maroc	1,2	2,4	0,2	0,3
Tunisie	1,8	2,1	0,4	0,6
Total	22,7	22,2	0,6	0,9

Source: UMA, FMI

La structure globale du commerce extérieur de la Mauritanie avec les pays de l'UMA donne une part dominante aux produits alimentaires pour les exportations et pour les hydrocarbures dans les importations comme le montre le tableau suivant:

Tableau 13: Structure par produits du commerce maghrébin du Maroc

	Exportations (en %)	Importations (en %)
- Produits alimentaires	76,6	4,7
- Combustibles	7,8	92
- Mat. premières non comestibles hors carburants	13	0
- Produits manufacturés dont:	3,4	3,4
- Prod.chimiques	1,7	
- Mach. mat.transp.	1,4	
- Autres prod.man.	0,3	

Source: Dossier d'information de l'UMA

L'Algérie a exporté en Mauritanie des huiles et combustibles minéraux, bitumes et cires minérales (99,8%). Ses importations sont aujourd'hui quasi-inexistante après une période où du poisson était importé en quantités notables.

(iv) Commerce de l'Algérie avec la Tunisie

56. Au niveau des relations commerciales, la Tunisie est le premier partenaire maghrébin. Les informations fournies par la Revue d'information de l'UMA et la Tunisie (Revue exporter) sur le commerce algéro-tunisien sont les suivantes (les différences de données sont peut-être dues à la comptabilisation des frais d'assurance et de transport):

Tableau 14: Commerce algéro-tunisien

	1990			1991			1992
	sce Tunisie	sce UMA	sce Algérie	sce Tunisie	sce UMA	sce Algérie	sce Tunisie
Importations Algérie	716	71	90	72700	82,3	100	86400
Exportations Algérie	985	74	182	92300	105,2	101	87600

(Millions de dinars tunisiens pour source Tunisie, millions de \$ pour source Algérie et UMA)

57. L'Algérie est le premier fournisseur maghrébin de la Tunisie, la Libye étant son premier client. La structure globale du commerce extérieur de la Tunisie avec les pays de l'UMA donne une part dominante aux produits manufacturés pour les importations et pour les hydrocarbures dans les importations comme le montre le tableau suivant:

Tableau 15: Structure par produits du commerce maghrébin de la Tunisie

	Exportations (en %)	Importations (en %)
- Produits alimentaires	16	6,6
- Combustibles	12,6	57,7
- Mat. premières non comestibles hors carburants	22,3	4,2
- Produits manufacturés dont:	49	31,4
- Prod.chimiques		
- Mach. mat.transp.	2,3	4,6
- Autres prod.man.	13,5	11,6
	33,2	15,2

Source: dossier d'information de l'UMA

D'après ce document, en 1991, les principaux produits exportés par l'Algérie vers la Tunisie sont: huiles et combustibles minéraux (85%); machines et appareils électriques; fonte, fer et acier. Elle a importé la même année du ciment (26%), des ouvrages en fer, fonte et acier (13,5%), des ouvrages en caoutchouc (7,5%).

58. En se référant aux statistiques tunisiennes, les principales exportations de l'Algérie vers la Tunisie sont les suivantes:

Tableau 16: Principaux produits exportés vers la Tunisie par l'Algérie valeur en milliers de dinars tunisiens

DÉSIGNATION DU SECTEUR	1990		1991		1992	
	VALEUR	PART EN %	VALEUR	PART EN %	VALEUR	PART EN %
ENERGIE	88000	89,4	82700	89,7	74500	85,0
AGRO-ALIMENTAIRES	100	0,1	250	0,2	400	0,5
dont:						
- Fruits	0		37		40	
- Tabacs	10		185		0	
TEXTILES ET CUIRS	80	0,08	50	0,05	1000	1,1
dont:						
- Textiles	80		50		1300	
- Cuir et chaussures	0		0		600	
INDUSTRIES METAL. MECA. ELEC.	9600	9,7	9700	9,45	8000	9,2
dont:						
- Fers, fontes, aciers et ouvrages	1870		2220		2620	
- Machines et appareils mécaniques	830		550		850	
- Machines et appareils électriques	2100		3300		3100	
- Matériel de transport	2300		350		250	
- Zinc et ouvrages	2400		2230		1600	
INDUSTRIES DIVERSES	720	0,72	600	0,6	3700	4,2
TOTAL	98500	100	92300	100	87600	100

Source: Revue "Exporter", Tunis, février 1993

59. En se référant aux statistiques tunisiennes, les principales importations de l'Algérie en provenance de la Tunisie sont les suivantes:

Tableau 17: Principaux produits importés de Tunisie par l'Algérie valeur en milliers de dinars tunisiens

Désignation du secteur	1990		1991		1992	
	VALEUR	PART EN %	VALEUR	PART EN %	VALEUR	PART EN %
AGRO-ALIMENTAIRES	7400	10,2	4200	5,8	8800	10,2
dont:						
- Poussins dits d'un jour	750		350		186	
- Coqs, poules et poulets	5200		0		0	
- Farines lactées	0		0		1350	
- Tomates et purées de tomates	0		1700		4800	
- Epices	200		350		0	
- Tabacs	1200		1100		300	
TEXTILES ET CUIRS	800	1,2	2800	3,8	1900	2,2
dont:						
- Textiles	670		1700		1300	
- Cuirs et chaussures	130		1100		600	
INDUSTRIES METAL. MECA. ELEC.	20700	29,0	28900	39,8	23050	26,7
dont:						
- Ouvrages en fer, fonte et acier	7150		12600		11700	
- Machines et appareils mécaniques	7300		10800		4200	
- Machines et appareils électriques	1200		1600		3500	
INDUSTRIES DIVERSES	42700	59,6	36800	50,6	52650	60,9
dont:						
- Ciment	15000		13000		22500	
- Matières plastiques et ouvrages	4500		1500		5600	
- Caoutchouc et ouvrages	6000		1300		6500	
TOTAL	71000	100	72700	100	86400	100

Source: Revue "Exporter", Tunis, février 1993

60. Pour ce qui est de l'industrie, selon le Ministère algérien de l'industrie, les principales exportations industrielles de l'Algérie en direction de la Tunisie en 1991-1992 se ventilent comme suit: les produits mécaniques (camions et engins de travaux publics, machines-outils et tracteurs routiers); les articles électriques et électroniques (lampes); les produits chimiques (acide sulfurique et articles en caoutchouc); les textiles et cuirs (filés - étoffes); les articles métallurgiques (électrodes - fils galvanisés - fils cuivre et panneaux tridimensionnels); les produits miniers (terres décolorantes, mercure et minerai de fer). Les importations industrielles de l'Algérie en provenance de la Tunisie en 1991-1992 ont principalement consisté en: produits mécaniques (pièces de fonderie, moteurs diesel et pneumatiques); cuirs et chaussures; ciment gris et blanc et silicate de saout; réfractaires consommables; pâtes céramiques; quelques appareils électriques; bouteilles.

61. Les relations commerciales entre les deux pays se placent dans le cadre de la coopération bilatérale algéro-tunisienne, ayant reçu une nouvelle dimension depuis la signature le 19 mars 1983 du Traité de fraternité et de concorde (ratifié suivant décret 83-377 du 28 mai 1983). Cette coopération est régie dans le domaine

commercial par les accords et conventions ci-après: Convention BCA/BCT du 24 avril 1983 destinée à faciliter les procédures de règlement entre les deux pays; Convention de coopération douanière signée le 09 novembre 1982; Convention commerciale et tarifaire signée le 09 janvier 1981 et Protocole additionnel signé le 15 mai 1991 prévoyant la libre circulation des produits d'origine entre les deux pays. L'Algérie et la Tunisie ont signé le 17 mai 1984 une Convention commerciale disposant que les produits originaires de chacun des deux pays devaient s'échanger en franchise des droits et taxes de douane et que les règlements des transactions devaient s'effectuer en devises convertibles. Les opérateurs tunisiens voulant importer d'Algérie sont tenus d'obtenir une déclaration préalable d'importation auprès de leur Ministère du commerce extérieur.

2.2. Coopération commerciale intra-maghrébine

62. Conscients du rôle que peut jouer l'élargissement des échanges commerciaux pour l'autosuffisance et le développement commun entre les Etats membres d'un même groupement économique, les autorités des Etats de l'Union de Maghreb arabe ont signé à Ras Lounouf (Libye) le 11 mars 1991 une convention commerciale et tarifaire entre ces Etats. Cette Convention a été ratifiée par tous les Etats de l'UMA, à l'exception du Maroc. L'Algérie l'a ratifiée le 21 avril 1992. Les éléments essentiels qui la caractérisent sont les suivants:

2.2.1 Le traitement préférentiel

63. Cette Convention prévoit la libéralisation tarifaire des produits originaires des pays de l'UMA devant faire l'objet des échanges intra-maghrébins. Il est convenu que les parties à la convention s'engagent à exonérer des droits de douane, impôts et taxes d'effet équivalent imposés à l'importation des produits d'origine maghrébine.

64. Le tarif douanier algérien institué en 1992 comporte un éventail de taux de droits de douane allant de 0 % (exempt) à 60% de la valeur des marchandises importées. De l'avis des fonctionnaires du Ministère algérien de l'économie, le tarif douanier constitue un instrument de protection des industries naissantes plutôt qu'un instrument fiscal. Les recettes douanières ne représentent effectivement que 4% des recettes fiscales, la fiscalité pétrolière et les impôts sur les revenus fournissant la majeure partie des recettes budgétaires. La multilatéralisation des préférences tarifaires dans le cadre de l'UMA n'aura donc pas d'effet fiscal significatif sur l'économie algérienne. En d'autres termes, les faibles dommages résultant des exonérations tarifaires ne pousseront vraisemblablement pas l'Algérie à remettre l'application totale ou partielle des droits de douane, impôts et taxes d'effet équivalent si un mécanisme de compensation n'est pas

mis en place conformément à l'article 14 de la Convention commerciale et tarifaire. Ce sont d'autres considérations, en particulier, celles de protection des productions locales qui peuvent amener des mesures algériennes de sauvegarde.

65. Le traitement préférentiel sera accordé par chaque pays de l'UMA aux produits d'origine maghrébine figurant sur des listes nationales. L'Algérie a déjà évalué son potentiel commercial existant au sein de l'UMA. Elle a déjà établi une liste de produits pour lesquels un potentiel d'échange existe et qui sont disponibles à l'exportation. L'annexe 1 comprend effectivement des produits des branches ci-après: mines, sidérurgie, mécanique, électricité et électronique, matériaux de construction, manufactures, chimie et engrais ainsi que l'agro-alimentaire. Les importations algériennes de l'UMA qui seront effectuées en franchise de douane devraient s'inscrire dans la nouvelle politique industrielle du gouvernement algérien. Elles concerneront essentiellement les facteurs de production et des équipements destinés à des activités prioritaires ainsi que des produits de large consommation dont la production nationale s'avère insuffisante.

66. Un protocole portant sur l'élargissement des produits bénéficiant du traitement tarifaire préférentiel au titre de la Convention commerciale et tarifaire est en voie d'élaboration.

2.2.2. Les règles d'origine

67. La plupart des règles d'origine existantes observent un principe commun: sont considérés comme produits originaires d'un pays tous les produits bruts de ce pays n'ayant subi aucune ouvraison ou transformation et tous les articles manufacturés dans ce pays. Les pays de l'UMA, tout comme tous les autres pays, considèrent comme étant originaires à 100% du pays UMA exportateur les biens entièrement produits.

68. Le problème de la définition de l'origine se pose pour les produits dans un pays membre de l'Union à partir de matières premières ou d'articles semi-manufacturés provenant d'un autre pays en dehors de l'Union. Les règles existantes visent à résoudre ce problème selon le principe que pour être considéré comme originaire d'un pays les produits doivent avoir subi dans le pays exportateur une transformation ayant suffisamment modifié leur nature et leurs caractéristiques. Il n'est certes pas superflu de souligner que bon nombre de pays font subir de légères transformations aux biens intermédiaires et aux matières premières importés pour les incorporer dans des produits fabriqués pour l'exportation. C'est pour favoriser leur industrialisation que les Etats membres ont convenu d'un pourcentage minimal de valeur ajoutée aux produits industriels destinés au marché maghrébin. Un simple emballage de produits n'est pas réputé suffisant pour leur conférer le caractère originaire. Examinons les règles d'origine qu'applique l'Algérie

dans ses rapports commerciaux bilatéraux et celles qui sont prévues par la Convention commerciale et tarifaire de l'UMA.

69. Les règles d'origine qu'applique l'Algérie dans ses échanges bilatéraux avec les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) se définissent comme suit:

- les produits agricoles, les produits du sol ou du sous-sol extraits ou obtenus dans l'un des pays de l'UMA sont considérés comme originaires à 100%;
- l'origine des produits industriels est déterminée sur la base d'un certain pourcentage minimal de valeur qui doit être ajoutée dans le pays exportateur au cours de la fabrication. Pour l'Algérie, les produits industriels, transformés, intégrant des produits importés doivent avoir acquis une plus-value égale au moins à 40% de la valeur du produit fini pour que le pays exportateur puisse être considéré comme le pays d'origine.

70. La Convention commerciale et tarifaire énonce trois critères d'origine applicables aux produits de l'UMA:

- a) sont originaires d'un pays membre de l'Union les marchandises "entièrement obtenues dans ce pays";
- b) les produits industriels dont le pourcentage de la valeur ajoutée dans le pays exportateur n'est pas inférieure à 40% de sa valeur globale ou les produits dont la valeur des matières premières locales ou maghrébines n'est pas inférieure à 60% de la valeur globale des matières premières;
- c) les autres produits industriels figurant sur les listes fixant les degrés de transformation exigés pour chaque produit, à condition que cette transformation soit suffisante et justifiée économiquement.

71. Les deux premiers critères d'origine qui ont été établis par les pays de l'UMA dans le cadre de la Convention commerciale et tarifaire sont similaires aux règles d'origine qui sont appliquées par l'Algérie dans ses échanges avec les autres pays de l'UMA. La Convention commerciale et tarifaire dispose qu'une liste de produits remplissant ces deux conditions d'origine soit annexée au protocole y afférent qui est en voie d'élaboration.

72. Par contre, les règles d'origine applicables dans les rapports commerciaux bilatéraux de l'Algérie avec les autres pays de l'UMA n'ont pas prévu le troisième critère d'origine de l'UMA. Rappelons que selon ce critère, le pays de l'UMA d'origine est le pays où a été effectuée une ouvraison donnée, réputée suffisante et économiquement justifiée pour donner au produit industriel en question son caractère essentiel et originaire.

73. Pour déterminer si telle transformation peut être considérée comme suffisante, les pays de l'UMA devront s'entendre sur les listes et les degrés de transformation de leurs produits respectifs. Chaque pays de l'UMA fera ses propositions en fonction de son potentiel de production et d'exportation. La fixation des degrés de transformation requiert que des études sectorielles soient préalablement menées pour couvrir les aspects importants de production (niveau des salaires, frais généraux relatifs à la production, systèmes d'aide consenti par l'Etat, niveau technologique des produits fabriqués). Les chambres de commerce et les organisations professionnelles pourraient contribuer à ces études.

74. Il est clair que tous les produits industriels faisant l'objet de telles études subiront un traitement différencié quant au degré de transformation leur conférant le caractère originaire. Certains produits feront même l'objet d'accords particuliers. Les autorités algériennes estiment utiles que les produits énergétiques (le pétrole et le gaz) fassent l'objet d'accords particuliers, compte tenu de la particularité de leurs conditions d'exploitation de production et de commercialisation.

75. Une institution spécialisée de l'UMA telle qu'une Commission commerciale pourrait étudier et fixer la liste de produits originaires d'un des pays du Maghreb qui pourrait bénéficier la préférence tarifaire de l'UMA. Cette Commission pourrait également établir une gamme de matières essentielles pour la fabrication des biens industriels et qui ne sont pas produites dans l'Union mais qui remplissent les conditions d'origine.

76. En ce qui concerne la documentation à fournir au moment de l'importation, l'exportateur doit déclarer l'origine des marchandises. Cette déclaration doit généralement être accompagnée par un certificat d'origine. Un projet de protocole portant sur le certificat d'origine est en voie d'élaboration par les Etats membres de l'UMA. Ceux-ci ont déjà désigné des organismes publics ou autres à délivrer des certificats d'origine et à contrôler les déclarations des exportateurs. Il est certain que les gouvernements des pays exportateurs de l'UMA ont jugé à leur juste valeur l'importance de se conformer strictement à ces exigences. La plupart ont chargé les administrations douanières à contrôler l'origine des marchandises et à délivrer les certificats d'origine. Seule la Libye a confié cette tâche à la Chambre de commerce. Il importe que les administrations douanières accroisse leur coopération en matière des respects des règles d'origine.

2.2.3. Les mesures de protection

77. Tout gouvernement désireux de protéger son appareil industriel contre les produits étrangers peut recourir à des mesures d'ordre tarifaire et à des mesures non tarifaires. Cette section met en exergue les mesures de protection appliquées par l'Algérie ainsi

que les dispositions de la Convention commerciale et tarifaire de l'UMA prises dans ce domaine.

a) Protection tarifaire

78. L'article 8 du Code algérien des douanes prévoit des droits destinés à prévenir que des importations causent ou risquent de causer un préjudice à une branche de la production nationale existante ou prévue (droits compensatoires ou anti-dumping). Une taxe compensatoire frappe la valeur CAF d'un certain nombre de biens importés non-essentiels. Le produit de TC est affecté au fonds de compensation servant à financer les subventions à la production et à la consommation.

79. Les dispositions de la Convention commerciale et tarifaire de l'UMA limitent l'application de cette taxe compensatoire appliquée par l'Algérie. Si un droit compensatoire unifié de 17,5% est certes prévu par l'article 6 de la Convention, il n'est prélevé que dans le cas où il existe une production similaire dans le pays importateur. La Convention ne prévoit que la protection des industries naissantes dans les pays signataires. En effet, l'article 11 de la Convention énonce que tout pays membre peut prendre des mesures de protection de son industrie naissante pour une durée de six mois à condition d'en informer immédiatement la Commission ministérielle spécialisée.

80. La suppression par l'Algérie de son système de protection douanier et fiscal qui protège l'économie algérienne de la concurrence maghrébine risquerait de compromettre la compétitivité des industries nationales, car l'ouverture du marché algérien dans le cadre de la Convention ne favoriserait que les pays - Maroc et Tunisie - qui pratiquent des prix relativement inférieurs pour certains produits.

81. La Convention ne portera ses fruits que si les pays signataires appliquent strictement l'article 12 qui stipule que "chacune des parties contractantes s'engage à interdire tout ce qui a pour effet de constituer des activités de dumping sur les marchés des autres parties et de s'abstenir de soutenir les marchandises exportées vers ces parties ou toute autre activité qui fausse les règles connues de la concurrence loyale".

b) Protection non-tarifaire en vigueur en Algérie

82. En dehors de la protection tarifaire, il existe d'autres formes non tarifaires pour protéger la production nationale qui est destinée soit à la consommation nationale soit à l'exportation. Ces mesures de protection non tarifaire peuvent revêtir différentes formes: contingentement des importations, imposition de normes à l'importation, vérification du dumping etc. Dans l'état actuel de la réglementation, l'Algérie n'a pas encore imposé des mesures de contingentements ou des mesures d'octroi de licences d'importations. Il est fort probable que le pays introduise dans

un proche avenir un système de contingentement et d'autorisation d'importation pour les pays de l'UMA, ce par mesure de réciprocité.

83. Les mesures non-tarifaires actuellement appliquées par l'Algérie peuvent se classer en trois catégories: l'autorisation d'importation, les restrictions quantitatives et les mesures techniques. Ce ne sont que des mesures de suspension de durée limitée qui sont dictées par les motifs de protection de productions nationales naissantes.

84. L'importation de produits vétérinaires est réglementée par les lois et règlements stipulant qu'un médicament ne peut être mis sur le marché qu'après autorisation préalable délivrée par le Ministère de l'agriculture. Quant aux produits pharmaceutiques, ils doivent être enregistrés par le Ministère de la Santé selon le Décret no. 92-284 du 6 juillet 1992 publié dans le Journal officiel de la République algérienne du 12 juillet 1992.

85. Les produits importés qui concurrencent les produits locaux sont prohibés pour une période limitée. Cette mesure a été rapportée dans "Africa Research Bulletin", vol. 29, No. 9 du 16 septembre - 15 octobre 1992. L'Arrêté No. 625 du 18 août détaille les produits dont l'importation est prohibée. Parmi eux figurent les cosmétiques, les détergents, le papier colorié, les jeux et jouets ainsi que quelques articles manufacturés. Dans le cadre de ses difficultés économiques actuelles, l'Algérie se propose de comprimer les importations non essentielles. Ses priorités en matière d'importation ne concerneront que les produits de large consommation (alimentaire et médicaments) pour les ménages, les matières premières pour le fonctionnement de l'appareil de production et les équipements dans le cadre du renouvellement et de nouveaux investissements.

86. Tous les produits importés doivent être conformes aux règles générales qui sont promulguées pour des raisons de protection du consommateur dans la loi No. 89-02 du 7 février 1989. Le Décret No. 90-39, publié dans le Journal officiel de la République algérienne No. 23 du 31 janvier 1990 en précise les procédures du contrôle de la qualité. Il est requis un certificat de conformité et de contrôle de la qualité pour les produits alimentaires et les produits industriels. Un laboratoire d'analyse dans le pays d'origine est autorisé à délivrer un certificat de conformité à certaines spécifications techniques. Les produits cosmétiques et les produits d'hygiène doivent satisfaire aux exigences locales relatives au contenu et à l'emballage. L'institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (INAPI) exige que certains produits importés, tels que le ciment, le bois, les détergents, les cosmétiques, les textiles, les articles en cuirs, les chaussures, les équipements de sécurité répondent aux normes pré-établies.

87. L'organisation Vérital algérienne et une autre organisation de renom international procèdent à l'inspection pré-expédition des

machines utilisées, de l'équipement et des pièces de rechange destinés à usage industriel d'une valeur dépassant 50,000 DA.

88. Les principales mesures non-tarifaires imposées par les autres pays membres de l'UMA qui préoccupent les autorités algériennes concernent l'autorisation d'importation exigée des opérateurs commerciaux voulant importer d'Algérie. Cette mesure intervient quelquefois après la signature du contrat de vente.

c) Obstacles non tarifaires prévues par la Convention

89. L'article 2 b) de la Convention dispose que la liste des produits originaires sera libéralisée de tous les obstacles non-tarifaires en tenant compte des lois relatives aux règles phytosanitaires et zoo-vétérinaires, à la santé et à la sécurité en vigueur dans le pays importateur.

CHAPITRE 3

LA COOPERATION AGRICOLE

90. La politique agricole de l'UMA est à un tournant. Pour les Etats de l'UMA, en particulier pour l'Algérie, se pose la question de l'application de la Convention sur l'échange des produits agricoles signée en 1990, ratifiée par tous les pays, mais dont l'application avait été suspendue par l'Algérie au cours de l'été 1992. Chez les responsables algériens, on trouve deux positions principales sur cette question: certains estiment qu'ouvrir les frontières aux produits agricoles maghrébins portera un grave tort aux producteurs algériens tandis que d'autres pensent que cette ouverture permettra de combattre la spéculation. Des décisions en la matière deviennent de plus en plus urgentes, d'autant plus que les négociations avec l'Union Européenne et le GATT exigent des positions claires dans ce domaine. Bien évidemment, la politique maghrébine d'échange de produits agricoles ne saurait être conçue en dehors de la politique agricole commune à mener et de la politique maghrébine d'échanges commerciaux.

3.1 La situation de l'agriculture et les importations alimentaires de l'Algérie

91. Les perspectives à moyen et long termes de l'agriculture algérienne sont décrites avec beaucoup de pertinence par l'étude officielle de septembre 1993, intitulée " Algérie, évaluation et perspectives de l'économie ". Elle indique que "la question agricole et alimentaire évoluera d'ici à l'horizon 2005 dans le cadre de deux contraintes structurelles: une structure agricole en détérioration; le maintien à l'horizon 2005 d'une forte demande d'importations alimentaires". Cette étude note que l'Algérie est - rapportée à sa population - l'un des plus gros importateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires. La facture alimentaire qui était de 330 millions de dollars en 1973, a atteint 2,5 milliards de dollars en 1985 et est actuellement d'environ 2 milliards de dollars. Les estimations disponibles parlent pour 2005 d'une facture alimentaire de 4 milliards de dollars. Ce rapport considère comme de fausses alternatives les politiques d'autosuffisance alimentaire, de réduction du déficit alimentaire au moyen de l'exportation de produits à faible valeur ajoutée et de

l'importation de produits de base, de réduction de la demande alimentaire, de libéralisation totale du secteur. La stratégie proposée par ce rapport consiste à assurer la sécurité alimentaire (avec une priorité accordée aux céréales et légumes secs, à l'élevage bovin, à l'olivier, à la pomme de terre).

92. Actuellement, l'Algérie importe donc une bonne partie de sa consommation, en particulier les produits alimentaires suivants: céréales, viandes, lait en poudre, huile végétale, farines, semoules, oeufs, sucre et pommes de terre. D'après le journal Algérie Actualités (février 1994), les importations totales 1993 se sont montées à 9 md de dollars dont 2,5 md de produits alimentaires (700 millions de céréales, 520 millions de semoules et farines, 54 millions de légumes secs, 600 millions de lait). Ces importations viennent surtout de la CEE, mais aussi pour les céréales des Etats-Unis et d'autres pays. Elle exporte du vin, des dattes et a des possibilités d'exportation d'alfa, d'olives et de primeurs. Le taux de couverture des importations par les exportations est de 1% alors qu'il était en 1986-89 de 70% pour le Maroc et de 35% pour la Tunisie. L'Algérie a pris beaucoup de retard dans l'impulsion d'exportations agricoles alors qu'en principe ses différents offices publics devraient s'en charger. Elle manque de structure de commercialisation et de représentation à l'étranger. Le financement des exportations pose problème et se fait mal.

3.2. Les conventions de l'UMA concernant l'agriculture

93. Trois conventions concernent directement l'agriculture: la Convention sur l'échange des produits agricoles (7/1990), la Convention phytosanitaire (7/1990), la Convention sur la santé animale (3/1991). La convention sur l'échange des produits agricoles, ratifiée par toutes les parties, prévoit la mise en place progressive d'une union douanière et d'un marché maghrébin commun agricole. Elle prévoit l'exonération de droits de douane et des barrières non-tarifaires pour les produits agricoles locaux, tout en prévoyant la protection contre la concurrence déloyale d'autres pays et les bouleversements des marchés, la mise en place de contrôles sanitaires et aux mesures de sauvegarde. Le paiement est prévu selon les règles des accords de paiement en vigueur, le troc n'étant pas explicitement prévu ni la mise en place d'un fonds spécial de financement des échanges agricoles. La liste des produits agricoles libéralisés des obstacles non tarifaires a été établie par la Commission de sécurité alimentaire de l'UMA (octobre 1990): légumes secs, légumes, fruits, semences, plants, viandes rouges, poissons, conserves (tomates et poissons). Le problème des prix d'achat et de vente n'est pas abordé en liaison avec la prise en compte des intérêts des producteurs et des consommateurs.

94. La mise en oeuvre de ces conventions ne s'est pas encore faite, ce pour des raisons politiques et techniques. Elle nécessite en particulier l'élaboration de directives dont certaines ne sont pas prêtes. Il n'a pas été rencontré de problèmes techniques réels de préparation des textes d'application de la convention phytosanitaire et de celle sur la santé vétérinaire, si ce n'est ceux dus aux lenteurs causées par les intérêts divergents des pays. Neuf directives ont été préparées pour l'exécution de la Convention sur l'échange des produits agricoles mais l'accord n'existe pas encore pour la définition des clauses de sauvegarde en liaison avec des hésitations surtout algériennes à l'ouverture trop rapide des marchés.

95. Certains responsables algériens estiment que l'Algérie n'est pas prête au libre-échange, que la production locale risque d'être perturbée, que les marocains et tunisiens veulent placer en Algérie des fruits et légumes produits en réalité pour l'Union européenne et qu'ils devraient plutôt adapter leur production aux besoins réels de l'Algérie et du Maghreb. Pour eux, il ne s'agit pas de développer un modèle de consommation inadapté aux besoins, de prendre des produits de second intérêt pour lesquels les circuits de commercialisation ne sont pas maîtrisés, de défavoriser le développement de certaines zones de l'Algérie (Sud pour les primeurs) ou de certains produits. D'autres points de vue algériens se réfèrent plutôt aux notions de vérité des prix, de baisse des prix et de pressions ainsi faites pour l'amélioration de la productivité agricole et pour la lutte contre la spéculation. Peu ou pas d'études sont disponibles pour étayer complètement l'un ou l'autre des points de vue. La meilleure façon de contribuer au débat est de se placer dans un cadre plus général et de prendre en considération: la situation de l'agriculture, la stratégie de développement à mettre en oeuvre, la stratégie de développement agricole, les relations avec l'Union européenne et le GATT.

3.3 Le commerce de produits agricoles avec les pays de l'UMA et leurs prix

96. Au Maghreb, il y a insuffisance générale de production des produits céréaliers, de viandes, de produits laitiers et de corps gras. Les productions agricoles des pays maghrébins sont essentiellement concurrentielles et non complémentaires; les seules complémentarités existantes ou potentielles concernent: certains fruits, les tomates, l'huile d'olive (qui peut remplacer une partie de l'huile végétale importée), le sucre (le sucre marocain peut concurrencer dans l'avenir le sucre importé en dehors de la région), les poissons. Aussi, comprend-on qu'il n'y ait presque pas d'importations agricoles d'Algérie en provenance des pays de l'UMA qui ont souvent les mêmes déficits. Certains produits agricoles, par exemple les fruits et légumes marocains, pourraient

actuellement être importés à des prix relatifs bas en raison du taux de change actuel et des prix intérieurs élevés algériens. Il semble pourtant que pour des produits importants, comme la pomme de terre, les produits marocains sont trop chers en comparaison avec la concurrence internationale.

97. En nous basant sur une étude réalisée par le Comité maghrébin des agrumes et primeurs (COMAP, Casablanca, décembre 1992), nous décrirons le commerce agricole intermaghrébin de ces dernières années (sauf indication contraire, les valeurs sont données en dirhams marocains). Le commerce agricole des années 1989 à 1991 est le suivant:

Tableau 18: Commerce intramaghrébin de produits agricoles

	1989		1990		1991	
	Valeur	%com. maghrébin	Valeur	%com. maghrébin	Valeur	%com. maghrébin
Commerce de produits agricoles (millions dh)	480	9	490	7	620	8

98. Il apparaît que l'importance et la part relative du commerce agricole sont faibles. Pour la période 1989-91, le Maroc et la Tunisie ont réalisé respectivement des excédents de 736 et 537 millions de dirhams, l'Algérie, la Libye et la Mauritanie des déficits respectifs de 597, 641 et 35 millions de dirhams. Ce commerce a diminué en 1992 suite à l'arrêt des importations algériennes. Sur la période 1989-91, l'Algérie a importé (essentiellement des fruits et légumes du Maroc) et exporté respectivement 623 et 26 millions de dirhams de produits agricoles.

99. Il faut signaler aussi qu'une contrebande importante, qui se fait au seul et grave détriment de l'Algérie, entraîne l'exportation d'Algérie des produits alimentaires subventionnés et même de viande sur pied. Le lait Lahdha se retrouve dans tous les pays frontaliers et même plus loin. L'Algérie, importateur de ces produits, les réexporte donc en raison du prix subventionné et du taux de change surévalué. El Moudjahid du 10 février 1994 indique que le mouton d'Ouled Djellal est disponible en Tunisie, Libye, Italie; plusieurs centaines de moutons traverseraient par jour illégalement la frontière tunisienne et seraient vendus à 80 Dinars tunisiens après avoir été engraisés avec des produits subventionnés algériens. Certains posent le problème de la légalisation de certains de ces échanges frontaliers pour que les recettes qu'ils procurent bénéficient à l'Algérie.

100. Les pays de l'UMA ne proposent donc pas à l'Algérie les produits dont elle a besoin: céréales, lait, sucre, viande, pomme

de terre, légumes secs, huile. Ils ont tendance à proposer les produits, tels les fruits et légumes, dont les prix sont élevés ou spéculatifs en Algérie et qui sont produits au Maroc ou en Tunisie pour les besoins de l'Union européenne où leurs débouchés ne sont pas cependant aisés. Mais, l'expérience passée d'importations de tomates n'avait pas été concluante et les prix des tomates marocaines s'étaient alignés sur les prix intérieurs qui sont exorbitants à certaines périodes (30 da/kg).

101. Qu'en est-il des prix des fruits et légumes en Algérie, au Maroc et en Tunisie du point de vue leur prise en compte pour une politique plus rationnelle des fruits et légumes au niveau national et maghrébin. Sur cette question, le COMAP (Comité maghrébin des agrumes et primeurs) a fait une contribution très intéressante (février 1994). Les tableaux des pages suivantes donnent les prix de gros moyens des fruits et légumes à Alger, Casablanca et Tunis ainsi qu'une évaluation de la compétitivité des produits des trois pays concernés. Leur comparaison amène le COMAP à une conclusion importante: "une première analyse des informations sur les prix de gros de légumes et fruits, recueillies tout au long de l'année 1993 (chaque semaine), permet d'établir qu'en moyenne annuelle, le différentiel de prix existant en faveur des productions marocaines paraît en général suffisant pour concurrencer les productions locales algériennes et tunisiennes. Pour ce faire, il fallait que les prix dans un pays soient environ au moins égaux à la moitié de ce qu'ils sont dans d'autres pays, pour compenser les frais de conditionnement et de transport. Sauf pour la pomme de terre et l'oignon, tous les produits agricoles marocains sont dans ce cas". L'étude estime que si en 1993 le commerce agricole avait été entièrement libre, "des importations conséquentes auraient été probablement réalisées entre janvier et avril pour les tomates, poivrons, courgettes, concombres, oranges, clémentines et, à partir de mars (jusqu'en juin, juillet), pour les oranges tardives. L'effet induit sur les prix intérieurs aurait été significatif, provoquant une première réaction des producteurs et/ou des collecteurs, donc des perturbations nouvelles du marché". Face à cette situation, l'étude précitée propose deux solutions complémentaires à mettre au point avec la profession dans un contexte où l'organisation et la réglementation du marché algérien auraient été mieux maîtrisés:

- " - augmenter les productions hors saison (arrière saison et primeurs);
- importer pendant des périodes et dans des quotas prédéterminés et instaurer une caisse de compensation maghrébine (alimentée par une taxe à l'exportation et servant à financer des projets ou actions communes".

102. Ces solutions semblent tout a fait rationnelles. Elles doivent en effet être accompagnées de la maîtrise des circuits de commercialisation, comme ceux des fruits, de la viande, des bananes qui sont mal contrôlés en Algérie. Remarquons que le circuit de commercialisation des pommes de terre étant mieux maîtrisé, de bonnes perspectives d'échanges pourraient s'ouvrir dans ce domaine pour toutes les parties. Notons aussi que l'importation de poissons, surtout en provenance du Maroc ou de la Mauritanie, est une question qui reste posée. Signalons enfin qu'une expérience d'alimentation en tomates marocaines d'une usine algérienne de concentré de tomates a échoué ou n'a pas eu de suite.

3.4. Nécessité d'une politique commune de l'UMA pour renforcer les agricultures nationales

103. L'importance d'une politique agricole commune est mentionnée par les conventions signées ainsi que par les débats de la Commission de sécurité alimentaire de l'UMA. Cependant, bien peu a été fait pour sa concrétisation. Pourtant, la politique agricole commune devrait être une priorité car le Maghreb importe plus de 50% de sa consommation et est lésé par l'évolution de la politique agricole d'une Union européenne que l'intégration de l'Espagne et de la Grèce rend autosuffisante pour les produits exportés par le Maghreb. Cette priorité n'apparaît suffisamment ni dans les textes ni dans l'action.

**LES NIVEAUX DE CONCURRENCE DES PRIX DE GROS
MOYENNE SUR 12 MOIS, 1993**

RAPPORT DE PRIX	ALGER/CASA	ALGER/TUNIS	TUNIS/CASA
Inférieur à 1		oranges clémentines concombres haricot vert	
Entre 1 et 2	pomme de terre haricot vert dattes viandes	pomme de terre oignon tomate poivron artichauts petits pois carottes courgettes pommes dattes	pomme de terre oignon tomate petits pois choux fleurs carottes dattes
entre 2 et 3	oignon tomate artichauts petits pois choux fleurs concombres courgettes carottes pommes clémentines	ail	artichauts haricot vert courgettes pommes
Entre 3 et 4	oranges		oranges
Entre 4 et 5			poivrons clémentines
Entre 5 et 6	poivrons		concombres

104. Comme l'indique une récente étude de la CEA sur l'intégration économique maghrébine, l'élévation du taux d'autosuffisance alimentaire devrait être l'objectif premier de la politique agricole sous-régionale, ce pour améliorer le niveau de satisfaction des besoins alimentaires et renforcer l'indépendance. Ce progrès ne peut être attendu que de la valorisation des ressources en terre et en eau, de l'augmentation de la productivité. Il faut assurer la transformation des structures à travers l'encadrement des exploitations, les progrès de l'irrigation, un meilleur outillage, la production des entrants agricoles. L'extension de l'irrigation nécessite ciment, moteurs, pompes, canalisation, vannes pouvant être produits en commun et échangés mutuellement contre des produits agricoles ou des monnaies nationales. La production des entrants agricoles est celle d'engrais phosphatés et azotés, de matériaux de construction pour l'agriculture (habitat, silos, stockages, abris), de matériels de culture (plastiques, mécanique). Le développement et l'équilibre de la production agricole est à rechercher au niveau de chaque

sous-région et pays et non pas seulement à celui du Maghreb dans son ensemble.

105. Comme déjà noté, il y a actuellement une très faible diversification des exportations des produits agricoles au Maghreb: Tunisie (poissons, animaux vivants, huile d'olive, fruits secs); Maroc (fruits frais ou préparés, légumes frais ou préparés, poissons); Algérie (fruits secs et vins); Mauritanie (poissons). Aucun des pays ne vend de blé, de maïs, d'huiles végétales, de lait, de viandes rouges, mais ils les importent en quantités considérables surtout de l'UE. L'augmentation relative des prix internationaux des fruits et légumes et des viandes ont orienté les productions nord-africaines au détriment du blé et du riz, l'Etat étant obligé d'importer du blé pour les populations.

3.5 Les pays de l'UMA et l'Union Européenne (UE)

106. Pour son commerce extérieur, l'UMA dépend à plus de 75% de l'UE qui elle ne dépend d'elle que pour 4 ou 5 %. L'UE est maître des prix sauf pour le blé. Suite à l'évolution de la CEE, avec le Marché unique et la fin du régime transitoire espagnol en 1995, l'UE sera autosuffisante en fruits et légumes et peut l'être aussi en olives, vin, poissons et essences essentielles. Cette évolution amorcée depuis la politique agricole protectionniste de l'UE et de l'Accord de 1986, qui marquent un échec des stratégies de développement dépendant, a amené dès 1986 la CEE à envisager pour l'Afrique du Nord une reconversion technique dans les industries intensives en main d'oeuvre (textile, petite électronique, électricité).

107. Mais, tout cela ne mène pas très loin, comme l'indique l'étude précitée de la CEA, car il faut une plus grande maîtrise des prix et des marchés. Chaque pays maghrébin doit pouvoir s'adresser à des fournisseurs des pays en voie de développement pour les viandes, céréales, sucres et animaux vivants en contrepartie de marchés pour ses propres produits agricoles ou industriels. C'est là ouvrir des possibilités d'achats groupés et d'échanges avec des pays à système de prix plus proche. Il y a lieu de rappeler l'importance des prix pour la politique agricole et les quatre conditions à prendre en charge pour son succès: la structure des prix doit être protégée de celle des prix du marché mondial; les intérêts du consommateur urbain et du producteur rural doivent être pris en compte par un système adéquat de subventions; la rationalité des prix doit être assurée; la stabilité des prix doit être maintenue.

CHAPITRE 4

COOPERATION INDUSTRIELLE

4.1. Atouts de l'Algérie

108. Une étude réalisée par la CEA en août 1992 sur l'intégration sous-régionale en Afrique du Nord indique quelques spécialisations déjà acquises ou potentielles pour chaque pays. L'Algérie apparaît dominante dans la production des carreaux des blocs et briques en béton et des conduits en béton. Elle a une capacité élevée dans la production du ciment. Parmi les pays d'Afrique du Nord, seule l'Algérie paraît en position de produire des quantités significatives de tubes et première transformation sidérurgique. En ce qui concerne les métaux non-ferreux, on a noté une spécialisation du zinc pour l'Algérie. Pour ce qui est des articles métalliques et de la mécanique générale, on a constaté que l'Algérie produit de grandes quantités de bouteilles de gaz comprimé. S'agissant des matériels et machines agricoles, des machines-outils, c'est l'Algérie qui produit seule une gamme étendue de machines et qui a commencé à exporter en quantité significative dès 1986. L'entreprise nationale de production de machine-outil a déjà produit dès 1977 plusieurs milliers de machines-outils et est déjà représentée sur le marché marocain. Les responsables de cette entreprise ont laissé entendre que celle-ci a besoin de plus d'autonomie et de moyens de financement pour faire face à la concurrence étrangère sur le marché marocain. L'Algérie domine la production des résines allyliques.

4.2. Mesures d'encouragement à l'exportation prises ou prévues par l'Algérie

109. Compte tenu de l'urgente nécessité d'équilibrer et d'accroître ses échanges avec les autres pays du Maghreb, l'Algérie a récemment pris des mesures visant à donner un plus grand rôle aux exportations dans sa stratégie de développement. En plus des mesures d'assainissement des entreprises exportatrices prises par les autorités algériennes, la meilleure solution optée par celles-ci consiste à augmenter le volume des exportations nationales. Dans ce cadre, les autorités algériennes ont mis en place un dispositif de stimulation des exportations hors hydrocarbures à travers les encouragements à caractère fiscal, les mesures d'allègement des procédures douanières et autres formes de soutien

aux exportations, mais beaucoup de critiques sont portées quant à l'efficacité actuelle de ces mesures.

110. Les mesures à caractère fiscal comprennent une série d'exonérations au profit des entreprises exportatrices: (a) exonération de l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial; (b) exonération de la taxe sur l'activité industrielle et commerciale (TAIC) portant sur le chiffre d'affaires sur les ventes des produits exportés. Une exonération totale de la taxe unique globale à la production est prévue. C'est à ce titre que les exportateurs pourront acquérir en franchise de taxe les produits entrant dans la fabrication et le conditionnement des marchandises destinées à l'exportation. Les frais de manutention, de fret maritime et du transport aérien payés par l'exportateur sur les lignes desservies régulièrement par les compagnies nationales seront remboursés à concurrence de 50%.

111. Le gouvernement algérien envisage aussi d'adopter d'autres mesures d'aide en faveur des entreprises voulant s'engager dans la promotion et la prospection des marchés extérieurs. Plus que par le passé, des exportateurs algériens pourront recourir aux représentations diplomatiques à l'étranger, entreprendre des missions commerciales et participer aux foires et salons organisés par le SAFEX. L'échec des expériences passées en la matière montre que la mise en oeuvre de cette approche constitue un défi à relever. Le gouvernement algérien prévoit aussi la mise en place d'une assurance foire qui couvrira les frais qui seront occasionnés par la participation de l'assuré à certaines manifestations commerciales à l'étranger. Cette action de présence ponctuelle des entreprises algériennes devra être soutenue par une présence active et permanente des exportateurs algériens sur les marchés de l'UMA. Il a été noté que très peu d'entreprises algériennes possèdent des bureaux de représentation dans les pays de l'UMA. Ces bureaux de représentation servent non seulement à mettre en oeuvre la stratégie de commercialisation des produits algériens sur les marchés de l'UMA mais pourraient également attirer d'éventuels investisseurs dans le pays d'origine.

112. Le gouvernement algérien a également prévu des privilèges aux investisseurs en zones franches. Les investissements qui seront réalisés dans les zones franches seront exonérés de tous impôts, taxes et prélèvement à caractère fiscal et douanier. Une zone franche est actuellement prévue dans le sud de l'Algérie selon les renseignements fournis par les représentants du Ministère de l'économie.

4.3. Intensification de la coopération intra-maghrébine

113. Les Etats membres de l'UMA devraient élaborer une stratégie industrielle fondée sur des complémentarités existant entre pays. L'absence d'une coopération industrielle, autre que celle qui est organisée au niveau bilatéral et qui est faite d'une façon ponctuelle, explique le développement des dynamiques dans les mêmes branches. Une spécialisation industrielle au niveau de chaque pays pourrait rendre complémentaires les économies maghrébines et accroître leurs échanges commerciaux.

114. Les Etats membres devraient prendre les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la Convention commerciale et tarifaire, notamment la mise en place des mécanismes de compensation en cas de perte de revenus fiscaux; l'octroi automatique de licence d'importation en faveur des produits bénéficiant des préférences tarifaires, le strict respect des règles d'origine, l'éventualité d'une mise en place d'une chambre maghrébine de compensation pour faciliter les paiements des transactions commerciales, la coordination des politiques économiques, monétaires et financières de chaque pays membre et de proposer leur harmonisation éventuelle en vue de tirer partie des clauses de la Convention.

DEUXIEME PARTIE
LE FINANCEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES
DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA

115. Les grands problèmes financiers se posant aux pays de l'UMA sont bien connus: dette, déficit des finances publiques et des paiements extérieurs, politique fiscale, financement et assurance du commerce extérieur, financement des investissements, convertibilité de la monnaie. De façon générale, chaque pays a continué à les affronter séparément. Des relations financières bilatérales et multilatérales se sont développées entre les pays de l'UMA, essentiellement pour la facilitation des paiements intramaghrébins, mais elles restent limitées.

116. Les principales initiatives de l'UMA au niveau multilatéral concernent la signature de conventions telles que celles relatives: à l'accord multilatéral de règlement entre les banques centrales (12.12.1991); à la promotion et à la garantie des investissements maghrébins (7/1990); à la non double imposition et à l'instauration de règles de coopération en matière d'impôts sur le revenu (7/1990); à la création de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur entre les Etats de l'UMA (3/1991); au chèque postal maghrébin de voyage (29/6/93). La mise en place de sociétés et banques mixtes ainsi que de sociétés de trading peut être signalée dans ce contexte. Ces conventions ne couvrent pas toutes les préoccupations essentielles de l'heure, ce d'autant plus que leur application reste à faire ou à approfondir. Ces accords multilatéraux sont souvent la mise sous une forme nouvelle d'accords bilatéraux existants. Pour l'Algérie, ces accords bilatéraux consistent en des accords de règlements, en la création de banques, de sociétés et de sociétés de trading mixtes, en des prêts à la Mauritanie et la Tunisie ou en emprunts à la Libye.

117. Examinons le contenu et l'impact des conventions et pratiques au sein de l'UMA en matière de paiements intermaghrébins, de financement et d'assurance du commerce extérieur, de promotion et de financement des investissements.

1. La facilitation des paiements et l'accord multilatéral de règlements intermaghrébins

118. L'accord de règlements intermaghrébins relatif aux transactions courantes n'est, pour l'essentiel, qu'une reprise des accords bilatéraux existants. Les ordres de paiement sont libellés en monnaie nationale, une balance mensuelle bilatérale étant établie en DTS (en dollars dans les accords bilatéraux précédents) avec paiement dans la devise souhaitée par le pays créancier. Il apporte la garantie de couverture des banques centrales. Cet accord ne permet pas la compensation multilatérale et constitue un soutien très réduit aux balances de paiement des pays (qui ne payent plus au comptant mais mensuellement). Ce soutien peut être légèrement accru par les crédits techniques que peuvent s'accorder les banques centrales pour impulser les échanges (5 millions de dollars avec la partie tunisienne). Notons que chaque pays maghrébin fixe souverainement la cotation des autres monnaies maghrébines.

119. La mise en oeuvre de cet accord pose des problèmes de fond et pratiques: couverture non assurée ou insuffisante des risques de change, marchés parallèles des monnaies algérienne et libyenne, prise en charge des opérations de négoce international, impact des progrès de la convertibilité courante de certaines monnaies maghrébines (Tunisie, Maroc), lenteur dans le recouvrement des créances, ouverture non généralisée de comptes des banques commerciales dans les autres pays maghrébins. L'Association des banques maghrébines estime d'ailleurs que sur la base de l'expérience, des modifications devraient y être apportées. Des propositions ont été faites: améliorer les délais de couverture, possibilité d'utiliser les devises dans les transactions intramaghrébines, exclusion du champ d'application de la convention des transactions des sociétés de trading international et des sociétés non-résidentes (ce qui rejoint une proposition tunisienne qui semble repoussée par l'Algérie); institution d'une cotation à terme des devises maghrébines par les banques centrales.

2. Le financement des exportations inter-maghrébines

120. Le financement des exportations maghrébines se fait dans de mauvaises conditions. Nombreux sont les exemples de contrats inter-maghrébins perdus en raison de manque de financement. L'Algérie n'a presque pas de système de financement de ses exportations tandis que la Tunisie et le Maroc ont tant bien que mal mis en place un tel système, celui-ci ne pouvant rivaliser avec ceux des pays développés. Les initiatives dans ce domaine de l'UMA n'ont eu encore aucun impact.

121. Rappelons quelles sont les disponibilités de crédit offertes aux pays maghrébins sur le marché international: lignes de crédit officielles et multilatérales; crédits gouvernementaux; crédits d'exportation à moyen terme (acheteur/fournisseur) pour l'achat d'équipement; crédits à court terme pour la consommation courante; investissements directs pour les importations.

122. L'exportateur algérien ne bénéficie d'aucun financement spécial du secteur bancaire algérien, ce qui serait un recul par rapport à la situation d'il y a 10 ans. Il est tenu de rapatrier le fruit de ses ventes avant 4 mois, sauf dérogation de la Banque d'Algérie. C'est ainsi que la vente d'autobus algériens n'aurait bénéficié que d'un crédit de 12 mois (alors qu'une durée de 3 à 5 ans n'aurait pas été anormale). Il n'existe pas par ailleurs de subvention des taux d'intérêts pour les opérations d'exportation, ce qui met dans une situation défavorable des opérateurs algériens tenus de payer des taux d'intérêt intérieurs de 20 à 22% alors que leurs concurrents européens sont soumis à des taux d'intérêt allant jusqu'au tiers de ce niveau. Les exportateurs marocains et tunisiens peuvent difficilement offrir aux importateurs algériens des crédits de plus de 12 mois tandis que, de par la réglementation algérienne, ils sont tenus d'obtenir des crédits de 18 mois pour les produits alimentaires, de 24 mois pour les demi-produits et de 36 mois pour les biens d'équipement.

123. Pour ce financement du commerce extérieur maghrébin, il est à signaler l'apport positif de la BID (Banque islamique de développement), du FMA (Fonds monétaire arabe) et l'apport encore limité des banques mixtes créées bilatéralement avec la Tunisie et la Libye, l'échec des sociétés de trading mises en place par des banques marocaines et algériennes (CPA/WAFABANK en 1988, BEA/BCP en 1989, BNA/BMCE en 1989). Il est probablement possible de mieux utiliser l'apport de ces sociétés de trading et des banques et institutions financières mixtes dont la liste est la suivante: Banque mixte algéro-tunisienne (BCMA, 1981, siège à Tunis); avec la Libye: Banque intercontinentale arabe (BIA, 1974, siège social à Paris), Banque arabe pour l'investissement et le commerce extérieur (ARBIFT, 1974, siège social à Abou Dhabi), Banque du maghreb arabe pour l'investissement et le commerce (BAMIC, 1988, siège social à Alger), Mediteranian Insurance and Reinsurance Company (MED-RE, 1977, siège social à Londres). L'utilisation des services de l'Afreximbank peut être aussi positive, même si les candidatures concurrentes d'Alger et de Tunis n'ont pas été retenues pour son siège et même si semblent apparaître des difficultés de mobilisation de son capital.

124. Pour impulser le commerce extérieur et l'investissement, les pays de l'UMA ont signé, et n'ont pas encore mis en oeuvre, la Convention créant la Banque maghrébiné pour l'investissement et le commerce extérieur (Ras Lounouf, Libye, mars 1991). Il est prévu

que son siège soit à Tunis et qu'elle puisse créer des filiales et agences dans les Etats de l'UMA. Elle a pour mission: de financer les projets d'intérêt commun dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et autres; d'encourager la circulation des capitaux et leur mobilisation dans des projets économiquement rentables; de développer les échanges commerciaux. Elle peut contribuer au financement de projets d'intérêt commun en dehors des Etats de l'UMA. Son Capital prévu est consistant, 500 millions de dollars, souscrits à parts égales par les pays de l'UMA (\$ 150 M au départ soit mille actions). Il est prévu à juste titre qu'elle mettra en oeuvre les principes suivants: application de méthodes de financement reconnues; orientation des opérations vers les projets productifs et visant la complémentarité économique; promotion des échanges commerciaux, possibilité de financer des projets communs en dehors de l'UMA. Son Conseil d'administration comporte 10 membres (2 par pays) et son directeur général est désigné pour un mandat de 4 ans, une seule fois renouvelable. Pour permettre la tenue de l'assemblée constitutive prévue à la mi-1994, la libération du 1/4 du capital est nécessaire mais n'a pas été faite, le Maroc n'ayant pris aucune décision en la matière, l'Algérie semblant conditionner son apport de \$ 7,5M à celui des autres parties et la Tunisie insistant pour le démarrage rapide de la Banque.

3. Assurance et couverture des risques du commerce international

125. Les problèmes de financement et d'assurance des exportations sont étroitement liés pour la promotion des exportations maghrébines. Une grande partie des risques des opérations courantes est couverte par l'instrumentation financière utilisée (exemple: crédit documentaire), le rôle de l'assurance crédit étant de couvrir le reste des risques. En 1992, les assurances couvrent en Tunisie 7 % des exportations et au Maroc 4,7 % 1992, en particulier les risques politiques dans les pays arabes et africains. Dans le Monde et au Maghreb, les perspectives d'évolution soulignent l'importance d'une assurance crédit élargie pour l'ouverture de marchés. En effet, comment être compétitif si on ne peut offrir, comme les concurrents, des délais de règlements plus longs, dans un climat de risques plus grands, dans une situation où les banques ouvrent plus difficilement des crédits documentaires en raison des obligations qui leur sont faites d'appliquer le ratio prudentiel Cooke (ratio engagements/fonds propres).

126. Dans ce contexte, l'assurance et la garantie des exportations sont assez mal assurées au Maghreb, et de plus pour des volumes limités. Le Maroc et la Tunisie ont progressé dans ce domaine tandis que l'Algérie, la Libye et la Mauritanie ont pris du retard. En Algérie, il n'existe pas de compagnie d'assurance à

l'exportation alors que le Maroc (SMAEX) et la Tunisie (COTUNACE) en disposent tout en ne pouvant assurer des volumes conséquents d'exportation (c'est ainsi que la COTUNACE aurait atteint récemment son plafond de risque maximum vis à vis de l'Algérie, ce malgré le montant réduit des échanges commerciaux algéro-tunisiens).

127. Au Maroc et en Tunisie, les systèmes d'assurance crédit ont été mis en place dans les années 1980. En Tunisie, la COTUNACE est une société mixte dont le capital est de 5 millions de dinars tunisiens et employant 45 personnes; au Maroc, la SMAEX est une société mixte dont le capital est de 30 millions de dirhams et employant 35 personnes. Ces deux sociétés couvrent les risques commerciaux et, pour le compte de l'Etat, les risques politiques et extraordinaires. Dans ces deux pays, les dispositifs législatifs et réglementaires sont semblables et fixent par loi et décret la nature du risque et les rôles respectifs de l'Etat et des sociétés concernées. Les polices d'assurance offertes sont semblables. Ainsi, la COTUNACE offre les polices suivantes: police globale biens (180j), police individuelle crédit fournisseur (un an et plus), police individuelle crédit acheteur, police risque d'interruption de marché, police d'assurance matériel entreprise, risque sur stocks à l'étranger.

128. En Algérie, il y a prise de conscience de l'importance de la question avec les perspectives de mise en place, après trop d'atermolements, d'une Caisse d'assurance et de garantie des crédits à l'exportation (CAGEX). Le but qui lui est fixé est "la participation à la promotion des exportations en offrant une police d'assurance et de garantie de manière à couvrir les risques commerciaux et non commerciaux encourus par les opérateurs économiques nationaux". Il s'agira notamment d'assurer: la garantie de l'exportation des biens et services hors hydrocarbures; la garantie des risques à caractère politique, catastrophique, économique, commercial et de change, notamment dans les cas suivants: défaut d'amortissement partiel ou total des dépenses engagées par l'exportateur pour créer ou développer un courant d'exportations par suite d'un insuccès commercial, d'actions des autorités étrangères ou d'événements catastrophiques; la suspension ou l'annulation de commandes; la hausse anormale d'éléments constitutifs des prix de revient; les dommages dus aux catastrophes naturelles ou aux troubles de guerre; l'insolvabilité des débiteurs; les variations des cours de change.

129. Il y a aussi prise de conscience au sein de l'UMA qui vient de décider la relance les travaux de son groupe de travail sur les assurances.

4. Financement et promotion des investissements, Sociétés mixtes et la convention pour l'encouragement et la protection des investissements

130. Au financement de leurs investissements, les pays de l'UMA consacrent une partie importante de leur revenu national, mais leur lourd endettement est en même temps cause et conséquence de leur incapacité à mobiliser et utiliser efficacement les ressources financières internes et externes nécessaires à leur développement. Des efforts ont été faits pour la promotion d'investissements de portée maghrébine à travers la création de sociétés mixtes (avant la mise en place de l'UMA) et la réalisation de projets concrets ou pour l'existence d'un cadre juridique adéquat à travers l'adoption de l'accord pour l'encouragement et la protection des investissements (Alger, juillet 1990). Mais, restent très insuffisantes la disponibilité des ressources financières, la rentabilité des investissements faits ou la mobilisation espérée des capitaux privés.

131. Ont toute leur importance les projets déjà réalisés ou en voie de l'être tels que l'interconnexion des réseaux électriques, les gazoducs allant de l'Algérie vers l'Europe à travers la Tunisie et le Maroc, l'autoroute maghrébine, le train trans-maghrébin rapide, la liaison de télécommunication par fibre optique. De même, il faut se féliciter de la tentative de mettre sur pied un nombre consistant des sociétés mixtes mais regretter le manque d'études solides préalables à leur création ou le manque de suivi après celle-ci, puisque certaines d'entre elles sont déficitaires, n'ont jamais commencé à fonctionner ou ont déjà été dissoutes. Il s'agit des sociétés suivantes: avec la Tunisie: la Société de ciment blanc (SOTACIB), la Société de moteurs diesels (SAKMO), la Société de charpente métallique (SOTAC), des sociétés prévues initialement mais dissoutes depuis (MTM, SOBRINEL, SOMATOLE, SOMIPLAST, SOTALI, IMDF, CIMAT); avec la Libye un certain nombre de sociétés dont certaines n'ont pas encore fonctionné: Compagnie algéro-libyenne de transport maritime (CALTRAM, 1974, siège social à Alger); Société mixte de géophysique (1987); Société mixte d'exploration et de production de produits pétroliers (1988); Société mixte du Maghreb arabe (gazoduc algéro-libyen transitant par la Tunisie, 1988); Projet mixte ALUMINIUM (1988); Société mixte de développement industriel (1989); Société mixte de moteurs diesels (1988); Société mixte de production de boîtes de vitesse (1988); Société mixte de fabrication de véhicules légers tous terrains (1988); Société mixte de véhicules particuliers et utilitaires (1988); Société mixte de construction (1987); Société mixte de forage de puits d'eaux (1987); avec la Mauritanie: Raffinerie de NOUADHIBOU (gestion, 1981), Centre enfûteur de gaz de NOUAKCHOTT (SOMAGAZ, 1985) Société mixte de pêche (ALMAP, 1973).

132. Afin de promouvoir l'investissement public et surtout privé, la Convention pour l'encouragement et la protection des investissements précise les conditions dans lesquelles les Etats encouragent le mouvement des capitaux entre eux, assurent un traitement égal à celui de leurs nationaux aux investisseurs des autres Etats ainsi que la liberté de commercialisation des produits obtenus, la non ingérence dans la gestion; il garantit aussi la liberté complète de transfert sans délais des capitaux et des bénéfices, le droit à indemnités en cas de préjudices, l'interdiction de toute nationalisation sauf conditions particulières et indemnisation adéquate. Cette convention n'a pas encore donné tous les fruits espérés.

5. Système financier maghrébin et coopération financière

133. Comme on le constate donc, la politique financière maghrébine et le système financier et bancaire maghrébin ont encore beaucoup de services supplémentaires à rendre et de problèmes à résoudre au service du développement économique et social du Maghreb. Ils n'arrivent pas à faire face aux problèmes de la dette et du financement convenable des investissements et du commerce extérieur de la région. Au sein de l'UMA, le débat ne semble pas encore avoir suffisamment porté sur cette question. Il en est encore surtout resté à la mise en place de dispositifs techniques ou de sociétés.

134. L'expérience de chacun et la réflexion commune permettraient de mieux poser les problèmes et de les résoudre. Or, au niveau des pouvoirs publics, il semble qu'il n'y a pas de coordination des politiques financières tandis qu'au niveau des banques, les échanges d'expérience et d'informations sont réduits. Les pouvoirs publics et les banques se présentent en rang dispersés face aux Institutions de Bretton-Woods, aux créiteurs et banquiers étrangers. Au niveau de l'UMA, l'inscription à l'ordre du jour de ces questions ainsi qu'une meilleure coordination de la Commission économique et financière avec le Conseil des Gouverneurs des banques centrales permettraient peut-être d'aller dans ce sens.

135. Le système bancaire algérien a un effort particulier à faire dans ce sens, pour se mettre au niveau des exigences des réformes économiques. Il a pris du retard par rapport aux systèmes bancaires marocains et tunisiens dans l'utilisation des techniques nouvelles, mais il a probablement plus de potentialités financières. Il doit apprendre à mieux utiliser les potentialités des banques mixtes déjà existantes, des institutions régionales et internationales dont l'Algérie est membre, du marché financier international. Il doit apporter une contribution beaucoup plus dynamique au développement économique, se moderniser, s'ouvrir vers le Maghreb et s'y implanter.

ANNEXE 1
PROJET DE PLAN DE L'ETUDE
SUR LES RELATIONS COMMERCIALES ET FINANCIERES DE L'ALGERIE
AVEC LES AUTRES PAYS DE L'UNION DU MAGHREB ARABE

INTRODUCTION

Origine, objectifs et plan général de l'étude. Planning provisoire: 1er mois: termes de référence détaillés et première synthèse de l'information ; 2è mois: première évaluation de la situation et premières propositions; 3è mois: évaluation de la situation et premier draft; 4è mois: draft de l'étude avec propositions soumises au Ministère de l'Economie; 5è ou 6è mois: remise de l'étude.

**PREMIERE PARTIE: LE COMMERCE DE L'ALGERIE AVEC
LES AUTRES PAYS DE L'UMA**

Chapitre 1: Présentation générale rapide du commerce extérieur de l'Algérie

1. Structure et volume des exportations
2. Structure et volume des importations
3. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie: les pays de l'UMA, CEE, USA et Canada, Japon, Afrique.
4. Le cadre institutionnel et réglementaire global; la réglementation douanière, les régimes économiques, le tarif douanier, les formalités et procédures à l'importation et à l'exportation, transport et assurance.
5. L'Algérie et le GATT

Chapitre 2: Le commerce bilatéral avec les pays maghrébins

1. Structure et volume des exportations
2. Structure et volume des importations
3. Le commerce bilatéral: pour chaque pays, examiner les points suivants: produits importés et exportés, balance commerciale, cadre réglementaire bilatéral, rôle des secteurs public et privé, le commerce informel et la

contrebande, les obstacles à l'expansion du commerce (physiques, techniques, réglementaires), le coût et la qualité des produits, le transport, les potentialités non utilisées.

- Libye
- Maroc
- Tunisie
- Mauritanie

Chapitre 3: Analyse du cadre de coopération commerciale de l'Algérie et les pays de l'UMA

1 - Coopération bilatérale

- a. Accords de commerce et de Coopération économique
- b. Evaluation de leur mise en oeuvre: la règle d'origine, les mesures de protection etc...
- c. Cadre institutionnel de mise en oeuvre, comités et commissions de suivi

2. Coopération multilatérale

- a. Le cadre institutionnel
- b. Convention commerciale et tarifaire: libéralisation tarifaire, obstacles non tarifaires, les mesures de protection
- c. L'Algérie et l'application de la convention commerciale et tarifaire. implications sur l'économie algérienne
- d. Les accords de Coopération Algérie et Union européenne et leur implication sur l'intégration maghrébine
- e. Les conséquences des accords du 15 décembre 1993 du GATT.
- f. L'Algérie et les projets de zone de libre-échange au sein de l'UMA. les problèmes de la règle d'origine et de la protection.
- g. Le problème de la coordination et de l'unification des politiques commerciales et douanières en

prenant en considération les obligations régionales et internationales de chaque partie.

h. L'expérience d'autres sous-régions

DEUXIEME PARTIE: LE FINANCEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES DE L'ALGERIE AVEC LES PAYS DE L'UMA

Chapitre 1: La balance des paiements de l'Algérie avec les autres pays de l'UMA

Chapitre 2. Le financement des exportations et importations

Assurance et couverture des risques du commerce international

Le financement des importations en provenance des pays de l'UMA.

Le financement des exportations en direction des pays de l'UMA.

Le code des investissements et les investissements dans les pays de l'UMA.

L'assurance des importations et des exportations.

Les sociétés mixtes maghrébines de production et d'investissement.

Chapitre 3: La réglementation des changes et les accords de paiement

1. La réglementation des changes

2. Les taux de change et leur impact sur le commerce; le degré de la convertibilité des paiements courants et son impact sur les échanges; les accords bilatéraux de paiement.

3. L'expérience d'autres organisations régionales

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- Les obstacles à l'expansion du commerce de l'Algérie avec les autres pays de l'UMA.
- Le degré de lourdeur des procédures à l'exportation et à l'importation.
- L'appréciation du niveau des droits de douane et taxes
- Le degré d'adéquation des moyens de financement et d'assurance.
- Délimitation des secteurs économiques algériens sensibles à l'exportation et à l'importation; première appréciation des impacts de l'éventuelle libéralisation des échanges.
- Délimitation des instruments techniques permettant la levée des entraves sur les échanges et des instruments permettant de compenser les pertes qui résulteraient de leur libéralisation.
- Liste de produits dont le commerce est à promouvoir dans le domaine de l'agriculture, des hydrocarbures et de l'énergie ainsi que de l'industrie.
- Le problème de l'échange des produits agricoles.
- Définition des étapes possibles pour la coordination et l'unification des politiques douanières.
- Propositions pour le soutien des efforts des exportateurs algériens à travers l'amélioration du financement des exportations et de leur assurance.
- La mise en oeuvre d'une concurrence loyale.

ANNEXES

LES GRANDS TRAITES DU TRAITE DE MARRAKECH ET DES CONVENTIONS

QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES ET SOCIAUX SUR LES PAYS DE L'UMA

ANNEXE 2 FONCTIONNEMENT DE L'UMA

Le Traité portant constitution de l'UMA a été signé le 17 février 1989. Le Traité prévoit les institutions et organismes suivants: Le Conseil présidentiel (qui est l'organisme suprême et qui se réunit en principe une fois par an); l'Assemblée consultative; la Cour de justice; le Conseil des Ministres des affaires étrangères; la Comité de suivi (composé des membres du Gouvernement responsables des affaires maghrébines); les Commissions ministérielles spécialisées; le Secrétariat général.

Les Commissions ministérielles spécialisées suivantes ont été créées: Commission des infrastructures, Commission de la sécurité alimentaire, Commission des affaires économiques et financières, Commission des ressources humaines. Ces commissions, coordonnées par un ministre coordonnateur, peuvent comporter en leur sein des comités ministériels et des groupes de travail techniques. La Commission des ressources humaines couvre les domaines suivants: éducation, formation et recherche, santé, intérieur et sécurité, affaires judiciaires et administratives, affaires sociales, jeunesse et sport, émigration. Les commissions des infrastructures et de la sécurité alimentaire s'occupent des domaines suivants: politiques agricoles, environnement, désertification, communications, construction. La Commission des affaires économiques et financières comporte en son sein 5 comités ministériels (commerce, finances, industrie, énergie et mines, tourisme et artisanat) ainsi que des groupes techniques multiples relevant de la commission ou des comités (statistiques, assurances, banques centrales, douanes, impôts, comptabilité, fer et acier, mécanique, produits alimentaires, textiles...)

Le Secrétariat général de l'UMA, dont le fonctionnement est financé uniquement par les budgets des Etats de l'Union, a été installé à Rabat dans des locaux provisoires. Il emploie une quinzaine de professionnels (3 par pays, avec possibilité d'en compter 5 par pays), une vingtaine d'employés et compte 5 directions: Affaires politiques et de l'information, Affaires économiques (qui a en charge la planification), Ressources humaines, Sécurité alimentaire et infrastructures (qui a en charge l'aménagement du territoire), Affaires administratives et juridiques. Chaque direction comporte un chef de division et un expert.

Depuis la création de l'UMA, il y a eu 6 réunions du Conseil présidentiel, la conclusion de plus de 20 accords dont 5 ratifiés définitivement, une trentaine de réunions du Comité de suivi et près de 70 à 80 réunions des commissions, comités et groupes de travail.

Il est à noter que l'UMA, dans le cadre d'un effort d'ouverture vers les autres pays d'Afrique est en train de prendre des contacts aussi bien avec la CEA qu'avec d'autres organisations sous-régionales africaines (telles que la CEDEAO). L'UMA a aussi noué des contacts avec des organisations internationales: UNCTAD, PNUD, BAD, BID, FAO...

ANNEXE 3
LES ECHANGES EXTERIEURS DE L'ALGERIE
PAR PAYS ET PRODUITS

(i) Exportations par produits et pays

Les principaux produits exportés de 1983 à 1991 ^{1/} ont consisté en hydrocarbures, phosphates, minerais de fer, produits sidérurgiques, maraîchages, dattes, agrumes, vins et hydrocarbures.

En 1991, période pour laquelle des données complètes sont disponibles au secrétariat de la CEA, l'Algérie a vendu des produits à l'Union européenne des produits alimentaires (CTCI 0) d'une valeur de 12 012 milliers de dollars des Etats-Unis d'Amérique et à l'Afrique les produits alimentaires valant 830 milliers de dollars. Ces produits comprenaient du poisson frais et congelés, des fruits et légumes, du sucre et du miel (pour l'Union européenne) et des aliments pour animaux. Elle a également exporté du vin et autres raisins (CTCI 1) à l'Union européenne pour 6 879 milliers de dollars et du tabac à l'Afrique pour 1 080 milliers de dollars.

Les produits bruts, y compris les phosphates et minerais de fer, que l'Algérie a exportés vers l'Union européenne valaient 15 383 milliers de dollars. La valeur de ce type d'exportations vers l'Afrique s'est chiffrée à 2 480 milliers de dollars.

L'Union européenne a acheté du pétrole brut pour 2 918 242 milliers de dollars et du gaz naturel pour 3 644 020 milliers de dollars. Les Etats Unis d'Amérique ont quant à eux payé 1 409 191 milliers de dollars pour le pétrole brut et 169 700 milliers de dollars pour le gaz naturel. L'Afrique a dépensé 123 133 milliers de dollars pour ses importations de gaz naturel algérien.

L'Algérie a écoulé des produits chimiques vers le Japon pour une somme de 399 milliers de dollars, vers l'Afrique pour un montant de 8 508 milliers de dollars, vers les Etats-Unis d'Amérique pour 499 milliers de dollars et vers l'Union européenne pour une valeur de 59 033 milliers de dollars.

En ce qui concerne les produits manufacturés, l'Algérie a exporté vers l'Union européenne des produits du cuir pour 660 milliers de dollars des Etats-Unis et vers l'Afrique pour 1 691 milliers de dollars.

^{1/} Source: O.N.S no,35.

Les produits sidérurgiques algériens vendus à l'Afrique ont rapporté 5917 milliers de dollars des Etats-Unis tandis que les Etats-Unis et le Japon ont respectivement payé 380 milliers de dollars et 5 369 milliers de dollars pour ce type d'importations.

La valeur des exportations algériennes des machines et des équipements de transport vers l'Afrique s'est élevée à un montant de 10 172 milliers de dollars des Etats-Unis; l'Algérie a aussi vendu des machines pour industries aux Etats Unis d'Amérique pour 2 917 milliers de dollars et à l'Union européenne pour 3 617 milliers de dollars.

(ii) Les Importations par produits et pays

Les principaux produits importés de 1983 à 1991 2/ ont consisté en produits alimentaires, produits chimiques, produits manufacturés, produits intermédiaires et biens d'équipement. En 1991, l'Algérie a importé de l'Union européenne des produits alimentaires suivants: de la viande pour 15.449 milliers de dollars des Etats-Unis, des céréales pour 296.579 milliers de dollars, des produits laitiers pour 249.978 milliers de dollars, des fruits et légumes pour 58.284 milliers de dollars, du sucre et du miel pour 195.113 milliers de dollars du café, du cacao et des épices pour 5.589 milliers de dollars, des aliments pour animaux pour 5.289 milliers de dollars et de l'huile comestible pour 14.966 milliers de dollars.

La valeur des produits chimiques que le Japon a vendu à l'Algérie en 1991 s'est élevée à un montant de 15.264 milliers de dollars. Les produits manufacturés japonais écoulés sur le marché algérien en 1991 (cuir, caoutchouc synthétique, pneus en caoutchouc, nouveaux pneus pour avions) ont coûté 92 214 milliers de dollars des Etats-Unis, tandis que les machines et les équipements de transport fournis par le Japon à l'Algérie en 1991 se sont chiffrés à 245 731 milliers de dollars des Etats-Unis.

En 1991, l'Algérie a payé à l'Afrique un montant de 240 685 dollars des Etats-Unis pour l'achat des marchandises suivantes: produits alimentaires et animaux vivants (poulets), lait et crème, café et épices, boissons et tabac, matières premières (peaux, caoutchouc brut, bois, sisal, coton), produits minéraux, produits chimiques (produits chimiques organiques, produits en plastiques, polyéthylène), produits manufacturés (articles en bois, papier textiles, soie, coton et ciment).

L'Amérique du Nord (les Etats-Unis d'Amérique et le Canada) ont fourni à l'Algérie en 1991 principalement des produits

2/ Source: O.N.S no,35.

alimentaires et, à un moindre degré, des boissons et du tabac, des minéraux, des produits chimiques et quelques articles manufacturés pour un montant global de 963 232 milliers de dollars des Etats Unis.

ANNEXE 4

LISTE DES PRODUITS DISPONIBLES A L'EXPORTATION

1.1. Branches mines

Mercuré, phosphate, baryte, bentonite, kieselguhr (diatomite), terres décolorantes, sel;

1.2 Branches sidérurgie

Electrodes; produits galvanisés; tubes, tuyaux (acier) et pivots d'irrigation; accessoires de tuyauterie (raccords, coudes manchons); profils aluminium; tentes en acier; fonte; tôles et bobines grosse épaisseur (lac 6m/m - laf 1.8 à 2m/m).

1.3 Branche mécanique

Constructions métalliques: Bâtiments industrialisés; charpente métallique; infrastructures de stockage (silos, réservoir); chaudières domestiques; radiateurs pour chauffage central; sanitaires en acier inox ou émaillé robinetteries - sanitaire (bâtiment, chauffage gaz); coutellerie, plâtrerie, services à café, thé ...; Serrurerie bâtiment; wagons de transport de marchandises; citernes eau, hydrocarbures;

Industrie mécanique:

- **Véhicules industriels**: véhicules industriels (camions, bus autobus); tracteurs routiers (19 tonnes); semi-remorques - citernes 25000 l hydrocarbures; semi-remorques plateaux; bennes (différents types);

- **Matériel T.P.** : Pelles sur roues; pelles sur chenilles; grues aux motrices; grues sur porteur; grues ateliers; grues bâtiment (montage rapide); dumpers de chantiers; bétonnières; compresseurs; compacteurs; chargeurs; rétro-chargeurs; chariots-élévateurs; épandeurs de liants; transpalettes; treuils; pondeuses de parpaings; (manuelles/automatiques); vibrateurs à béton;

- **Matériels agricoles**: Tracteurs agricoles à Roues (35 CV, 61 CV, 68 CV); Moissonneuses - Batteuses; Ramasseuses-presses; Remorques agricoles; Moteurs pour tracteurs;

- **Matériels hydrauliques**: Pompes centrifugeuses horizontales; pompes submersibles portatives; pompes verticales; pompes éoliennes; robinetterie industrielle; vannes hydrauliques;

- **Machines outils**: Tours parallèles; fraiseuses; perceuses; tourets meuler; scies mécaniques; affûteuses universelles; étaux-limeurs;

- **boulonnerie-visserie**: vis à métaux; vis à tôles; vis à bois; boulons + écrous;

- **Cycles motocycles:** cyclomoteurs; bicyclettes; voiturettes; moteurs stationnaires.

- **Produits de fonderie:** Produits de fonte grise; produits de fonte acier; produits de fonte g.S.

1.4 Branche électrique et électronique

Moteurs électriques de puissance de 0,24 à 400 kw; génératrices de 16 à 180 kva; transformateurs mt de 25 à 1600 kva; matériel éclairage; luminaires - hublots - réflecteurs - plafonniers - réglettes; prises et interrupteurs électriques domestiques; tableaux et postes de distribution électrique mt/bt; réfrigérateurs /congélateurs et combinés; lampes à incandescence; climatiseurs; cuisinières - réchauds plats; petit matériel électroménager (machine à café - sèche-cheveux, robot etc...); Volucompteurs; compteurs-eau; compteurs-gaz; détenteurs-gaz; compteur-électricité; contacteurs et relais thermiques jusqu'à 40a; disjoncteurs jusqu'à 32a; piles; accumulateurs; coffret, armoire et comptoirs et meubles similaires pour le producteur du froid; percolateurs; tv noir et blanc; tv couleur; appareils radiologie; appareils dentaires; antennes; composants électroniques; câbles téléphoniques; câbles électriques mt/bt; postes téléphoniques; centraux téléphoniques électromécaniques et numériques; produit de signalisation ferroviaire.

1.5 Branche - matériaux de construction

Tubes et tuyaux en amiante ciment; accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons) en amiante ciment; abrasifs; céramique sanitaire; marbre (dalles de marbre, dérivés de marbre); plâtre; céramique carreaux; verres automobiles (pare brise..); Chaux.

1.6 Branche manufacturière

Tissus; couvertures; confections; cuirs finis; cuirs synthétiques; maroquineries; chaussures.

1.7 Branche chimie et engrais

Peintures; détergents; céramique - vaisselle; ammoniacque; engrais azotes; explosifs; papier peint; articles scolaires.

1.8 Branche agro-alimentaire

cigarettes; savons; savonnettes.

ANNEXE 5
LES PRIX DE GROS MOYENS COMPARES DES FRUITS ET LEGUMES
(EN 1993, EN DINARS ALGERIENS)

MOYENNES 1993, 12 mois	ALGER	TUNIS	CASABLANCA
POMME DE TERRE	12,1	9,2	7,9
OIGNON SEC	10,8	8,2	4,9
TOMATE	17,2	11,7	6,4
PIMENT DOUX	49,8	38,0	9,1
ARTICHAUT	21,8	19,7	8,4
PETIT POIS	37,4	19,3	15,6
HARICOT VERT	31,8	50,7	17,6
CHOUX FLEUR	23,1	13,5	8,5
COURGETTE	23,4	2,5	8,2
CONCOMBRE	13,7	29,2	5,7
CAROTTE	10,8	9,1	5,1
AIL	66,5	30,6	
ORANGE	16,1	19,3	5,1
POMME	58,6	40,2	19,9
CLEMENTINES	17,4	23,2	7,3
DATTES BRAN- CHES	62,7	51,4	32,2
V. OVINE	200,0		110,2
V. BOVINE	178,8		102,2
POULET IND.	68,4		42,5

MOYENNES	ALGER	TUNIS	CASABLANCA
Janvier-Avril			
POMME DE TERRE	8,6	10,2	7,7
OIGNON SEC	6,9	7,1	3,8
TOMATE	24,3	14,6	6,7
PIMENT DOUX	89,3	59,1	10,7
ARTICHAUT	16,8	16,0	5,5
PETIT POIS	37,4	20,3	15,4
HARICOT VERT	49,0	93,4	22,4
CHOUX FLEUR	20,0	8,2	7,5
COURGETTE	28,5	29,7	7,8
CONCOMBRE	24,5	59,9	5,8
CAROTTE	9,3	7,1	4,5
AIL	119,4	31,4	
ORANGE	14,3	19,4	4,8
POMME	61,1	45,8	24,2
CLEMENTINES	14,8	22,5	7,1
DATTES BRAN-CHES	56,7	54,0	29,8
V. OVINE	195,6		112,3
V. BOVINE	174,4		101,3
POULET IND.	64,9		44,6

Sources: Mercuriales marché de gros Casablanca, in "L'ECONOMISTE".
Cours de change commerciaux BMCE, publiés dans "LA VIE ECONOMIQUE".
Sources: Ministère de l'agriculture, D.R., mercuriales marché de gros de Blida.
Sources: SOTUMAG, MIN de BIR KASSAA, TUNIS.

LES NIVEAUX DE CONCURRENCE DES PRIX DE GROS

MOYENNE ENTRE JANVIER ET AVRIL 1993

RAPPORT DE PRIX	ALGER/CASA	ALGER/TUNIS	TUNIS/CASA
Inférieur à 1		oranges clémentines pomme de terre oignon courgettes concombres haricot vert	
Entre 1 et 2	pomme de terre oignon dattes viandes	tomate poivron artichauts petits pois carottes dattes pommes	pomme de terre oignon petits pois choux fleurs carottes dattes pommes
Entre 2 et 3	clémentines haricot vert petits pois choux fleurs carottes pommes	choux fleurs	tomate artichauts
Entre 3 et 4	tomate oranges artichauts courgettes	ail	courgettes clémentines
Entre 4 et 5	concombres		oranges clémentines
Entre 5 et 6			poivrons
Entre 8 et 9	poivrons		
Entre 10 et 11			concombres

ANNEXE 6

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

(Mission M. Labidi et B. Mapango, Alger, 5-16 février 1994)

MINISTERE DE L'ECONOMIE

- Mourad BENACHENHOU, Ministre de l'économie
- Mustapha ACHOUR, Directeur de Cabinet
- Abdelhak BEDJAUI, Conseiller
- HALTANI, Directeur Général, Dir.Générale des Relations Economiques Extérieures
- Abdelmalek ZOUBEIDI, Directeur des Echanges commerciaux/DGREE
- Essaid ZEMMACHE, Chargé d'études UMA/DEC/DGREE
- M.BOUALIT, Chef d'études, DRE/DGREE
- M.OUAHLIMA, Directeur Général de l'Organisation Commerciale
- M.ZOGLANE, Sous-Directeur des Statistiques, Dir.Gen.des Douanes
- Yacine BENSLAMA, Directeur des marchés monétaires et financiers, Direction centrale du Trésor

BANQUES

- Mohammed TERBECHE, Président Directeur Général, Banque nationale d'Algérie
- M.ATTOUI, Directeur Département Etranger, BNA
- Bachir STAMBOULI, Directeur des services bancaires étrangers /DGRFE, Banque d'Algérie
- M.BENHALIMA, Directeur Général de la Banque de Développement Local

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Mohammed CHEBIRA, Directeur Maghreb/DG pays arabes
- Boudjemaa DELMI, Directeur/DG Afrique
- Mohammed LAMMARI, Directeur relations économi.et culturelles/DGRM
- M.GUENNAD, Sous/Directeur de la construction maghrébine/DM/DGPA

AUTRES MINISTERES

- Rabah DEHKLI, Chargé d'études et de synthèse, Ministère de l'Agriculture
- M.MRABET, Inspecteur, Ministère de l'Agriculture
- Sadek MAATALLAH, Directeur des productions/MA
- Naji BENCHIKH, Sous-directeur des productions végétales/DP/MA
- Rachid OUARDANE, Directeur de la coopération industrielle, Ministère de l'Industrie et des Mines
- M.BENAZZOUT, Sous-directeur/DCI/MIM
- Abdelhamid GUEDDOUCHE, Entreprise PMA
- Lakhdar ALIMIRAOUSSAID, Entreprise PMA

- Kamel BOUMERFEG, Directeur, Conseil National de planification
- A.ALI-MOUSSA, Directeur, Office National des Statistiques
- M.BOUMGHAR, Chef de Département, Office National des Statistiques

AUTRES

- S.A.BOUKRAMI, Directeur Général de l'Institut Maghrébin d'économie douanière et fiscale (IMEDF)
- M.BOUGARA, Directeur des Etudes/IMEDF
- Hachemi BAHLOUL, administrateur de programme, PNUD Alger

ANNEXE 7
DOCUMENTS OBTENUS OU CONSULTES

TEXTES OFFICIELS

- Loi 88-29 du 19 Juillet 1988 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
- Décret 88-201 du 18 Octobre 1988 portant abrogation de toutes dispositions réglementaires conférant aux entreprises socialistes l'exclusivité d'une activité ou le monopole de la commercialisation.
- Loi 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix.
- Loi 90-10 du 14 Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.
- Loi 90-22 du 18 août 1990 relative au Registre du Commerce.
- Loi 91-14 du 14 septembre 1991 complant la loi 90-22.
- Décret législatif no 93-12 relatif à la promotion de l'investissement
- Décret exécutif 91-37 du 13 février 1991 relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur.
- Loi de Finances 1994.
- Décret exécutif 90-189 du 23 juin 1990 fixant les attributions du ministère de l'Economie.
- Plate-forme portant consensus national sur la période transitoire, 29 janvier 1994.
- Conventions commerciales et tarifaires bilatérales entre l'Algérie et: la Tunisie (1981), le Maroc (1989), la Libye (1987).
- Règlements de la Banque d'Algérie.
- Statuts de la Compagnie pour le développement du commerce intermaghrébin CODECIM.

TEXTES DE L'UMA

- Décret du 29 février 1992 portant ratification de la convention commerciale et tarifaire entre les Etats de l'UMA.

- Décret du 29 février 1992 portant ratification de l'avenant amendant l'article de la convention entre les pays de l'UMA relative aux échanges de produits agricoles.
- Termes de référence sur l'étude particulière sur la politique monétaire, financière et douanière des pays de l'UMA.
- Compte-rendu de la 4e réunion du conseil ministériel chargé du commerce.
- Compte-rendu de la 3e réunion du conseil ministériel chargé des finances.
- Projet de convention sur la nomenclature douanière unifiée et document de travail correspondant.
- Document de travail sur la mise en place d'un conseil de coopération douanière.
- Document de travail sur l'étude des opérations de contrebande.
- Projet de protocole relatif à l'application de la taxe compensatoire de 17,5%.
- Projets marocain et tunisien de convention pour la mise en place d'une zone de libre échange (janvier 1994) et projet de déclaration de la réunion du 15.1.94.
- Projet de déclaration sur l'avancement de la mise en place de la banque maghrébine.
- Convention sur le chèque postal maghrébin de voyage (29/6/93).
- Avenant à la convention relative aux échanges de produits agricoles (9.1991).
- Convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans le domaine de la santé animale (3/1991).
- Convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans le domaine de la santé animale (3/1991).

OUVRAGES

- Le GATT et les pays en voie de développement: cas des pays maghrébins, Nidhal Djedda, Institut Maghrébin d'économie douanière et fiscale (IMEDF), Octobre 1987.

- Adhésion de l'Algérie au GATT, Exigences et implications, Ali Drouiche, IMEDF, Octobre 1992.

- Les accords commerciaux de l'UMA. Bilan et perspectives. Tarek BENLARBI, IMEDF 1991.
- La libre circulation des marchandises, apport de l'acte de l'UMA Mustapha KHARBECHÉ, IMEDF 1992.
- L'union douanière maghrébine, mythe ou réalité, Raoudha BENKHELIFA, IMEDF 1992.
- Etude comparative des encouragements à l'exportation au sein du Maghreb central, Adel Haouet, IMEDF 1991.
- Possibilité d'harmonisation des politiques économiques dans les pays du Maghreb, Tahar LAFI, IMEDF 1990.
- Inflation, dévaluation et marginalisation, Mourad BENACHENHOU Dar echrifia Alger.
- L'ajustement structurel, objectifs et expériences. Hocine Benissad, Alim Editions, Alger 1993.
- L'essentiel de la fiscalité algérienne, M.C AINOUCHE , Hiwarcom éditions Alger 1993.
- Le grand Maghreb, Paul Balta, Editions La Découverte Paris 1990 Laphonic Alger 1990.
- L'offre de monnaie en Algérie, Mourad Goumiri, Editions ENAG Alger 1993.
- La bourse, Chamoun Chamoun Atlas Edition, Alger 1993.
- La coopération arabo-africaine, dimensions et perspectives OPU Alger 1987.

ETUDES ET DIVERS

- Vers une zone maghrébine de libre-échange, Mourad Benachenhoul (1988?).
- Avant-projet de statuts de l'entreprise CADEX d'assurance et de garantie à l'exportation.
- Réforme des changes et commerce extérieur, Banque mondiale, Algérie, Juin 1990
- Dossier Assises Nationales des Banques, Ministère de l'Economie, décembre 1993.
- Note interne de la DGRE/ME sur les relations commerciales de l'Algérie et les pays de l'UMA 1993.
- Note interne de la DGRE/ME sur les relations financières de l'Algérie avec les pays de l'UMA 1993.

- Note de la SAFEX sur le séminaire des 14-23 juin 1994 sur le commerce international.
- Loi 84-40 du 23 juin 1984 relative à l'assurance crédit à l'exportation (Tunisie).
- Dossier remis par le Ministère de l'industrie, en particulier liste des produits disponibles à l'exportation.
- Brochure de l'Institut Maghrébin d'Economie douanière et fiscale.
- Brève note sur les sociétés mixtes algéro-tunisiennes, algéro-libyennes et algéro-mauritaniennes (source: MAE)
- Etude sur le commerce extérieur de l'Afrique du Nord et possibilités de sa réorientation, UNECA/MULPOC Tanger, Avril 1991.
- L'intégration sous-régionale en Afrique du Nord, Gérard de Bernis. Rapport préparé pour la CEA et son résumé. Août 1992.
- A study on proposals for fostering trade in agricultural products as a step towards the establishment of an agricultural common market in North Africa. ECA/JEFAD et ECA/TNG/MULPOC /RIE /11/5. March 1993.

STATISTIQUES

- Quelques agrégats économiques 1990-93, Conseil National de la Planification.
- Listings relatifs aux statistiques douanières 1990-1992 sur les échanges maghrébins par produits, DG des Douanes.
- Disquette contenant les statistiques du commerce extérieur maghrébin, Office National des Statistiques.